35¢

CITÉ LIBRE

XIIIe année No 56 AVRIL 1963 NOUVELLE SÉRIE

LES ÉLECTIONS DU 8 AVRIL

des articles de

JEAN PELLERIN, PIERRE ELLIOTT TRUDEAU
CHARLES TAYLOR et PIERRE VADEBONCOEUR

SOMMAIRE

XIVe année, No 56
Avril 1963

Revue mensuelle

Comité de rédaction

Co-directeurs :
Gérard Pelletier
Pierre-Elliott Trudeau

Secrétaires de la rédaction :
Jacques Hébert
Jean Pellerin

•

Editeur et propriétaire :
Le Syndicat coopératif d'édition Cité libre

Imprimé à Montréal par
Pierre Des Marais

Autorisé comme envoi postal
de deuxième classe
Ministère des Postes
Ottawa

Rédaction et administration :
3411, rue Saint-Denis
Montréal 18 — VI. 9-2228

Service des abonnements :
Cité Libre
C.P. 10 — Montréal 34
LA. 6-3361

Abonnement annuel : $3.50
Abonnement de soutien : $10

Vente au numéro :
Distribution Laval
590, boulevard Pie IX
Montréal — Tél. 525-3424

Vente d'anciens numéros :
Pierre Tanguay, archiviste
6612, Viau, Montréal

CITÉ LIBRE

NOUVELLE SÉRIE



LE ROMAN D'UNE CRISE

(celle des relations canado-américaines)

par *Jean PELLERIN*

LA crise que traversent présentement les relations canado-américaines n'est rien d'autre qu'une phase de malaises très profonds que commence à ressentir le capitalisme nord-américain. Face au monde occidental, les Etats-Unis ont le choix entre partager le leadership économique et militaire ou retomber dans un isolationisme débilitant. Par contre, face au colosse américain, le Canada doit choisir entre devenir un satellite de son voisin ou demeurer un pays souverain. Examinons d'abord ces deux points.

Problèmes économiques canadiens

Le Canada connaît, depuis quelques années, de sérieux déboires économiques. Le *Financial Post* de Toronto résumait fort bien la question en juin dernier :

« Au nombre des dangers (que court le Canada), écrivait-il, figurent la diminution des réserves de devises étrangères, la faiblesse du dollar canadien dévalué il y a peu de temps, le chômage, la position gravement compromise des industries secondaires et le problème du Marché commun. »

Le *Bureau fédéral de la statistique* publiait, le 6 octobre de l'an dernier, un rapport qui corroborait ce diagnostic. On y lisait, entre autres, que :

« la balance des paiements du Canada va s'aggravant. Les importations augmentent plus rapidement que les exportations, de sorte que, comparée au reste du monde, l'économie canadienne se trouve dans une situation précaire ».

Dans un numéro récent, *Newsweek* (18 février '63) brosse sans ménagement le tableau de la situation. On y peut lire ce qui suit :

« Les problèmes économiques du Canada résultent du fait que, depuis la deuxième grande guerre, le pays a vécu au-dessus de ses moyens. Disposant, d'une part, de vastes territoires aux richesses fabuleuses (pétrole, gaz, uranium, fer, électricité) et, d'autre part, d'une faible population de 18.5 millions d'habitants, le pays a employé beaucoup trop des énormes investissements d'après-guerre (qui lui venaient surtout des Etats-Unis) pour se livrer a une orgie d'achats chez son voisin du sud. Le déficit commercial global du Canada avec les Etats-Unis est d'environ $700 millions par année. De plus, le pays doit rembourser annuellement aux Etats-Unis $600 millions en intérêts et en dividendes sur les investissements américains. Ceci entraîne une balance commerciale presque constamment défavorable avec les Etats-Unis. En tenant compte du fait que le Canada retire annuellement $350 millions de son commerce avec la Grande-Bretagne, il faut se rendre à l'évidence que le pays enregistre un déficit de paiements annuels de tout près d'un milliard de dollars. Même si son produit national brut s'est accru de plus de 233 pour-cent depuis 1945, l'indice du chômage s'élève à 7 pour-cent. C'est l'un des taux les plus élevés du monde occidental. »

A la lecture de ce bilan, on ne peut s'empêcher d'évoquer le cri du coeur qu'avait eu naguère un expert de la Commission Gordon : « Il n'est pas de nation plus industrialisée que le Canada, et dont l'industrie soit à tel point dépendante des sociétés étrangères. »

Pour remédier un peu à cette situation, le gouvernement canadien a dû prendre certaines initiatives qui, à cause d'une trop forte interdépendance, brusquèrent forcément certains intérêts des Etats-Unis. C'est ainsi que, pour écouler ses excédents de blé, il n'a pas craint de nouer des relations commerciales avec la Chine communiste. Démarche hérétique aux yeux des Américains qui, dès lors, se croiront justifier de fermer leurs frontières aux importations canadiennes dès que leur propre production l'exigera.

Toujours dans le but d'apporter un correctif à la situation, et surtout pour ne pas gâter les chances d'un marché extérieur déjà trop restreint, Le Canada maintient ses relations commerciales avec Cuba. Encore là, il indispose les Etats-Unis qui, sur ce point particulier, se montrent d'une susceptibilité morbide.

Autres correctifs qui irritent nos puissants voisins : pour protéger son commerce, le Canada applique une politique jugée agaçante en ce qui concerne ses exportations de bois, d'huile, de whisky et de pain. De plus, contraint par certaines circonstances d'urgence il a cru devoir imposer des surcharges tarifaires qui affectent forcément les produits américains.

Enfin, ultime correctif, le Canada, par un cheminement trouble et mystérieux, a cherché à se retirer subrepticement du club nucléaire parce qu'il se sent de plus en plus incapable d'en assumer les frais. L'industrie des armes — monopole américain — ne lui profite guère. Il perd beaucoup plus qu'il ne gagne dans des expériences, telle celle faite avec le projet Avro. On lui refile des armements déclassés qui font qu'il demeure un partenaire insignifiant de son tout-puissant voisin, et ce en dépit du fait que plus d'un quart des budgets de son gouvernement central est affecté à la défense.

Parce qu'il commence à bouder le club nucléaire, le Canada risque de démériter des bonnes grâces des Etats-Unis. Voilà pourquoi, guidé par un flair qui ne trompe pas, il s'est tourné du côté des neutres.

Prenant la parole au cours d'un récent débat sur la défense, notre ministre des Affaires extérieures, M. Howard Green, a eu un trait révélateur : « Je ne crois pas, dit-il, qu'il y ait un seul pays de l'OTAN ou du pacte de Varsovie qui compte autant d'amis que le Canada parmi les pays non engagés, pour la bonne raison que ces nations ont confiance en nous. »

Ce n'est un secret pour personne : le Canada, dans les coulisses, s'associe avec les neutres pour réclamer l'interdiction des essais nucléaires et pour prêcher l'évangile du désarmement. En ce faisant, il provoque le mécontentement du président Kennedy. Pourquoi ?

Problèmes économiques américains

Eh bien, il faut savoir que le capitalisme nord-américain est acculé au marasme. Il s'est trop longtemps barricadé dans des concepts du dix-neuvième siècle, et voilà que, brusquement, il s'éveille aux dures réalités du vingtième. Il est désemparé. Aussi, s'il faut reconnaître que M. Diefenbaker a eu des déboires économiques, M. Kennedy a également les siens.

A la suite d'une enquête menée l'an dernier, le *National Industrial Conference Board* (NICB) faisait remarquer qu'advenant l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, la Communauté économique européenne comprendrait peut-être finalement quelque trois cent millions d'individus. Compte tenu de cette puissance économique nouvelle, le NICB publiait trois graphiques pour souligner que :

1) la part de l'Europe occidentale dans le total du commerce du monde libre a fait un bond de 36 pour-cent en 1947 et de 46 pour-cent en 1961;
2) la part du Japon est passée de moins de un pour-cent à plus de quatre pour-cent durant cette période;
3) la part du Canada et des Etats-Unis a fléchi, de 27 pour cent qu'elle était en 1947, à 19 pour-cent en 1961.

(*La Presse,* 17 octobre 1962)

La situation économique défavorable où commencent à se trouver les Etats-Unis a amené le président Kennedy à concevoir un projet grandiose : celui de la Communauté atlantique. Pour réaliser ce projet, il a fait des pressions plus ou moins discrètes pour que la Grande-Bretagne soit intégrée au Marché commun. Mais la France, désireuse de protéger son commerce agricole des préjudices que pourrait lui causer l'entrée des denrées du Commonwealth dans la Communauté européenne (par le truchement de la Grande-Bretagne) s'est opposée à ce qu'on abatte les murailles pour laisser entrer ce « cheval de Troie » des Etats-Unis.

Le projet du président Kennedy est à l'eau, provisoirement du moins. L'avenir n'a rien de rassurant car, selon Philip Dean, correspondant de *La Presse* à Washington, l'intransigeance de la France en matière de politique agricole au sein de la CEE, risque d'entraîner pour les Etats-Unis « la perte du marché agricole européen », ce qui pourrait signifier pour nos voisins « une crise du dollar » et « une énorme révulsion politique. » (*La Presse,* 26 fév. 1963)

Le chef de la Maison Blanche est sur les dents. Pour peu, l'on pourrait croire que, faute de mieux, il cherche à passer sa colère sur le dos du Canada. Il constate que l'Amérique dépense plus à l'étranger qu'elle ne gagne par ses exportations, aussi, exerce-t-il des pressions pour que les départements de son administration n'achètent que des produits américains, et se montre-t-il moins disposé à ce que les pays qui bénéficient de son aide passent des commandes à notre pays.

Mais c'est avec l'avènement du gouvernement Diefenbaker que l'anti-canadianisme s'est davantage affirmé aux Etats-Unis. Déjà, au cours de la campagne électorale de l'an dernier, les journaux américains soulignaient avec une pointe d'humeur que Diefenbaker « was running more against the USA than against Pearson . . . »

Mais il faut noter qu'avant d'éclater au grand jour, l'irritation des Etats-Unis contre le Canada était latente dans les hautes sphères de la finance et de la politique. Commentant les principaux débats qui ont éclaté au cours de certaines séances du 87ème Congrès américain, Peter Trueman ne craignait pas d'écrire dans le *Montreal Star* du 17 octobre 1962 : « On ne se souvient pas d'un Congrès qui ait manifesté plus de sentiments anti-canadiens depuis 1812. » Et il cite quelques faits.

Par exemple, l'apostrophe qu'a eu le secrétaire d'Etat américain, M. Dean Rusk, à l'adresse de notre ministre des Affaires extérieures, M. Green, quand il a dit qu'en maintenant ses relations diplomatiques et commerciales avec Cuba, le Canada était « out of the dog house » (en dehors de la niche à chien) — Ce sont les propres termes du secrétaire d'Etat qui voulait évidemment signifier par là que les Etats-Unis ne nous en voulaient pas de maintenir des relations commerciales avec Cuba. Mais au fond, ils nous en voulaient.

Exemples : le sénateur Kenneth B. Keating a critiqué durant deux longs mois l'attitude de notre pays à l'égard de Cuba; le sénateur Wayne Morse se fait, depuis quelques mois, le farouche défenseur des compagnies américaines qui cherchent à boycotter l'importation du bois canadien (non seulement le sénateur Morse a-t-il blâmé les « conditions très critiques » faites à l'industrie forestière américaine par l'importation canadienne, mais il s'en est pris au gouvernement canadien qu'il a traité de « cupide et vacillant »); le sénateur Russel B. Long, de son côté, a annoncé qu'il ferait des pressions pour que les importations de pétroles canadiens aux Etats-Unis soient soumises aux mêmes limitations qui pèsent sur les importations de pétroles étrangers. (Notons en passant que l'action du sénateur Long a été partiellement couronnée de succès puisque l'*Associated Press* laissait entendre le 17 décembre dernier que la nouvelle ligne de conduite (policy) des Etats-Unis en ce qui concerne le pétrole aura pour effet semble-t-il d'amener le Canada à restreindre ses exportations d'huile brute des Prairies dans les régions (étatsuniennes) à l'est des Rocheuses.)

Après avoir rappelé ces faits et bien d'autres encore, Peter Trueman écrit :

« *Les plaies infligées à l'industrie forestière américaine, à l'industrie du pétrole et à bon nombre d'autres industries ont été évoquées au cours du 87ème Congrès comme autant de fléaux canadiens. Dans aucun des discours, n'a-t-on rappelé le fait que le Canada avait un problème de balance de paiements, qu'il était le meilleur client des Etats-Unis et que son déficit commercial avec ce pays était toujours d'un milliard de dollars.* »

Comme on le voit, l'anti-américanisme de M. Diefenbaker fait pendant à l'anti-canadianisme du sénat américain. Les capitalistes d'Amérique du Nord sentent compromise leur hégémonie économique. Leur projet de voir pareille hégémonie s'affirmer sur toute une hémisphère s'écroule du fait de la remise en question de presque toutes les alliances économiques et militaires. Tout arrive en même temps : naufrage, à Nassau puis à Bruxelles, du grand projet américain de créer une union atlantique; démantèlement imminent de l'OTAN et du Commonwealth; fiasco

éventuel de l'Alliance pour le progrès et de NORAD... C'est dans ce contexte « fin de siècle » que se déroule présentement la crise canado-américaine.

Péripéties de la crise

Tout a commencé avec Cuba — cette vilaine souris des Antilles qui trouble si fort la quiétude du bon chat yankee...

Le 22 octobre 1962, le président Kennedy révèle au peuple américain que Cuba dispose d'armements offensifs et qu'en conséquence les Etats-Unis se voient forcés de soumettre l'île à un blocus naval.

Le lendemain, réaction à Ottawa. M. Diefenbaker déclare qu'il n'entretient évidemment « aucun doute en ce qui concerne les faits et la situation qu'a décrits le président des Etats-Unis », mais qu'il croit que tout le monde veut savoir ce qui se passe réellement à Cuba, et il conseille qu'une équipe de l'ONU soit dépêchée dans l'île « pour certifier ce que sont les faits ». « Toutes les tendances politiques dans cette Chambre, a-t-il ajouté, ont accueilli favorablement la décision des Etats-Unis de référer cette affaire au Conseil de Sécurité des Nations unies. »

En somme, le premier ministre du Canada s'est d'abord inquiété du fait que les Etats-Unis aient pris une décision unilatérale dans cette affaire. Le 25 novembre, soit trois jours après l'annonce du blocus, il donne à l'Aviation royale du Canada (ARC) l'ordre d'entrer en action à côté des forces de NORAD et autorise le Strategic Air Command (SAC) d'effectuer huit survols du territoire canadien. Ce délai de trois jours a provoqué la colère du Pentagone et est à l'origine de la chute du gouvernement Diefenbaker. Dès lors, le premier ministre du Canada est devenu la cible constante des stratèges américains et de l'opposition libérale. On lui reprochait surtout d'avoir attendu jusqu'au 25 octobre avant d'ordonner aux escadrilles de l'ARC de se mettre sur pied de guerre.

A ces critiques, le premier ministre a répondu en révélant que les Etats-Unis n'avaient pas consulté son gouvernement avant de décréter la quarantaine contre Cuba et de mettre en péril tout le continent nord-américain. Comme il fallait s'y attendre, cette révélation a créé des remous dans le monde politique et diplomatique. Dissimulant à peine sa colère, le *Globe and Mail* de Toronto (3 jan. '63) a dit que si les faits que rapporte le premier ministre sont exacts, les forces canadiennes sous le commandement de NORAD ont obéi aux ordres que Washington a donnés sans consulter Ottawa, et il ajoute : « Si la leçon qui se dégage de la crise cubaine, est que le gouvernement des Etats-Unis ne reconnaît pas notre droit d'être consultés avant d'engager nos forces armées, il nous faudrait peut-être considérer notre retrait de NORAD. »

La situation est grave. Pendant que l'opinion canadienne s'émeut, la fureur monte au Pentagone, et pour cause. Mais ce n'est que beaucoup plus tard qu'on devait apprendre ce qui s'était passé. Ce n'est que le 13 février de cette année, en effet, qu'on a pu se rendre compte de la gravité du problème grâce à l'indiscrétion d'un journaliste américain, Marquis Childs qui écrit dans le *St. Louis Dispatch*, le *Washington Post* et plusieurs autres journaux américains.

Childs, qui dit tenir ses renseignements de sources militaires, révèle qu'au moment de la crise cubaine, le Strategic Air Command avait décidé de procéder d'urgence à un vaste déploiement d'armes nucléaires, ce qui nécessitait des milliers de vols vers toutes les bases américaines postées autour du globe, y compris celles situées dans la région polaire, c'est-à-dire à l'extrémité nord du territoire canadien. En conséquence, il a sollicité l'autorisation d'effectuer 640 survols d'avions équipés d'engins nucléaires au-dessus du territoire canadien. M. Diefenbaker mit trois jours avant de répondre, et ce fut pour n'autoriser que huit survols. « Ce délai et cette réponse, écrit Childs, apparurent aux responsables des forces de dissuasion des USA, et ce, au moment de la crise la plus grave depuis la fin de la guerre, comme un refus délibéré de la part d'un allié et proche voisin de collaborer à la défense mutuelle de l'Amérique du Nord. »

Une fois de plus, la réticence du Canada à l'égard du Pentagone réputé de plus en plus « belliciste » allait impressionner favorablement les neutres, et, comme le soulignent les observateurs canadiens à Washington, « M. Kennedy n'aime pas se voir contrecarrer par un allié comme le Canada, qui est si respecté par les neutres... », aussi, résolut-il, dès lors, de « donner une leçon à M. Diefenbaker ». (P. Dean, *La Presse,* 5 fév. '63)

La vindicte américaine

La suite des événements est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'insister. Le 3 janvier, l'ex-commandant des forces de l'OTAN, le général Lauris Norstad déclarait à Ottawa qu'il soupçonnait le Canada de ne pas vouloir honorer ses engagements auprès de l'OTAN en différant comme il le fait sa décision d'acquérir des ogives nucléaires pour ses Bomarcs et ses CF-104.

Aussitôt, la polémique s'engage à Ottawa. Selon le général Norstad, c'est en 1957 que le Canada se serait engagé à acquérir des armements nucléaires; selon le général Foulkes, militaire canadien haut gradé qui siège aux séances secrètes de la Défense depuis 1945, ce serait plutôt en 1958; l'opposition libérale croit plutôt que c'est en 1959, tandis que MM. Diefenbaker et Green soutiennent qu'il n'y a pas eu d'engagement formel.

Grand émoi chez les Libéraux et les Conservateurs de l'est du pays — porte-parole des in-

térêts de la grande bourgeoisie; explosion de sentiments anti-américains dans les milieux populaires. Où est la vérité ? Le chef de l'opposition libérale, M. Lester B. Pearson, entreprend de ramener tout le monde à la raison (américaine) en apportant, fort discrètement, quelques précisions.

Dans une causerie qu'il a donnée devant les membres de l'Association libérale de York-Scarboro, le 12 janvier, il a parlé avec chaleur de nos amis les Américains, puis, dans un passage plutôt sybillin, il a insisté pour dire :

« *En traitant avec nos amis, nous devons prendre pour acquis qu'un changement de gouvernement ne signifierait pas normalement la remise en question subite et unilatérale d'obligations assumées par traité. Nos amis sont en droit de s'attendre que les engagements du Canada sont ceux de la nation, et que ces engagements ne tombent pas automatiquement du fait d'un changement de gouvernement.* »

N'aurions-nous pas là la réponse que nous cherchons ? Ne serait-ce pas M. Pearson qui aurait pris un engagement formel en 1957 et qui maintenant somme M. Diefenbaker d'en honorer les clauses ? Il faudra attendre le 30 janvier pour avoir les derniers éclaircissements là-dessus. C'est à cette date, en effet, que la vindicte américaine a porté un coup mortel au gouvernement canadien. Délaissant les voies ordinaires de la diplomatie, le State Department a remis à l'Ambassade du Canada à Washington une note qu'il communiquait, trente minutes plus tard, à toute la presse. Cette note établissait que c'est « en 1958 (que) le gouvernement canadien a décidé d'adopter les engins Bomarc-B »; de plus, elle formulait publiquement une critique sévère contre la politique nucléaire du Canada.

Consternation à Ottawa. Le lendemain après-midi (31 janvier), M. Diefenbaker a fait une déclaration énergique. Il a dit entre autre :

« *Cette action de la part du secrétariat d'Etat des Etats-Unis est sans précédent et je pèse mes mots quand je dis qu'elle constitue une ingérence injustifiée (« unwarranted intrusion ») dans les affaires canadiennes . . .*

« *Le gouvernement du Canada ne croit pas que des pressions publiques exercées au moyen de la presse ou autrement constituent des moyens appropriés d'échange de vues entre des pays égaux et des nations alliées . . .*

« *Mais il (le gouvernement canadien) ne se laissera pas bousculer ni n'acceptera une domination extérieure ou toute autre interférence quand il aura des décisions à prendre . . .* »

Paroles fermes et fières que tous les partis, à l'exception du parti libéral, saluèrent par une généreuse salve d'applaudissements.

M. Kennedy est inquiet. Il désavoue l'initiative du State Department; M. Dean Rusk accepte qu'on lui impute toute la responsabilité dans cette affaire; une Commission présidée par le sénateur Aiken est chargée de faire enquête. Mais le mal est fait. Prise de panique, la grande bourgeoisie canadienne (surtout la torontoise) prend les moyens qui s'imposent pour faire savoir à ses « amis » américains qu'elle se désolidarise totalement du « nationalisme » du premier ministre. Le ministre de la Défense, M. Harkness, démissionne le 4 février, et deux jours plus tard, ce sera la chute du gouvernement Diefenbaker.

Réactions de la presse

Un moment impressionnée par l'attitude ferme de M. Diefenbaker, la presse américaine a triomphé en face de la débandade des dirigeants politiques et financiers du Canada. Elle n'a plus rien à cacher, et le chat sort du sac. Un éditorialiste de Washington révèle que la sortie du State Department avait pour but d'aider le chef libéral, Lester B. Pearson, dans sa lutte contre le premier ministre Diefenbaker. Ecrivant dans le *Washington Star*, Doris Fleeson écrit en effet :

« *Il se pourrait bien qu'un ami bien intentionné à Washington ait décidé de donner un coup de main à M. Pearson. Incidemment, cette hypothèse circule dans la capitale et c'est plutôt un grand nom qu'on cite comme étant « l'ami bien intentionné* ».

Mlle Fleeson compare M. Diefenbaker à « un républicain du Middle-West », un provincial sans grande envergure, puis elle ajoute que M. Pearson, au contraire, a des allures « nouveau régime », c'est un sympathisant de la « New-Frontier » qui est « très populaire chez les intellectuels, les diplomates et les journalistes des Etats-Unis. »

Dès lors, la presse américaine s'interdira toute retenue. Elle se permettra même d'être franchement grossière. L'article de Dwight Martin, paru dans le *Newsweek* du 18 février, est un exemple du genre. Voici un échantillon de la verve de ce M. Martin. Il décrit M. Diefenbaker dans les termes que voici :

« *Le premier ministre de Grande-Bretagne, Harold Macmillan, peut à peine tolérer la vue du personnage, et le président Kennedy le déteste cordialement. Ses collègues « tories » aux Communes de Londres disent : « Ce serait trop flatteur que de le qualifier d'individu superficiel — il est en réalité beaucoup plus falot que cela. » Aux yeux de plusieurs de ses compatriotes, il est la déconcertante synthèse d'un criminaliste habile et d'un incompétent verbeux. Une connaissance américaine le décrit comme « un croisement de Billy Graham et de Boss Prendergast. » Il fait les délices des caricaturistes, et le cauchemar des portraitistes. Il est aussi, à cette époque particulière de l'histoire, l'objet d'une avalanche d'injures et de critiques de la part de presque tout son entourage, à l'exception de sa femme et d'une poignée de Conservateurs jusqu'au-boutistes.* »

La presse canadienne réagit diversement en face de ces événements. Il y a d'abord les journaux qui prennent fort mal la chose. Le 1er février, Paul Sauriol écrivait dans *Le Devoir :*

« Il faut que toutes les voix autorisées de l'opinion populaire s'élèvent contre les pressions indues et intolérables de la grande puissance voisine. »

Le *Globe and Mail* écrit de son côté :

« Le Canada n'acceptera pas qu'une puissance étrangère lui dicte ce qu'il faut faire. En s'immisçant dans nos affaires, M. Kennedy a tout simplement rendu encore plus complexe une question qui était déjà très délicate. »

Et le *Vancouver Province :*

« La seule chose logique à faire est de reconnaître l'évidence qui est de renoncer aux prétentions nucléaires et de dire à nos puissants voisins que nous sommes prêts à les aider dans toute autre tâche qu'on voudra nous confier mais que le club nucléaire est un peu trop pour nos moyens. »

Mais la plupart des journaux de langue anglaise de l'est du pays obéissent docilement aux consignes de la grande bourgeoisie et marchent résolument sur leur orgueil. Ils fustigent le nationalisme outrancier de M. Diefenbaker et s'arrogent une autorité morale en exploitant le thème commode du communisme, imitant en cela M. Pearson, qui après s'être fait traiter de « Yankee » l'autre jour en Chambre, s'est écrié :

« Rappelons-nous que la véritable menace pour le Canada ne vient pas des Etats-Unis, mais de l'impérialisme communiste et que les vaines querelles entre alliés occidentaux ne peuvent que nous affaiblir tous. » (1er fév. 1963)

Ce thème de la terreur communiste est repris par John Bird dans le *Toronto Daily Star* du 6 février 1963 :

« Ceux qui parlent de la soi-disant politique d'inspiration canadienne (« made-in-Canada policies ») n'obtiennent d'applaudissements qu'en plaisantant au sujet des « généraux américains » et du Pentagone . . .

« Les Américains sont les meilleurs des voisins que nous puissions avoir . . . Tout Canadien qui, comme moi, a visité la Pologne communiste, sait quelle chance est la nôtre d'avoir à nos frontières des Américains plutôt que des Russes . . . »

Visiblement, il s'agit de ramener les Canadiens dans le droit chemin. Drummond Burgess écrit dans *The Gazette* de Montréal (7 février 1963) :

« Les Canadiens ne semblent pas voir à quel point ils sont chanceux de ce que les Etats-Unis ne soient pas une puissance agressive et impérialiste . . .

« Le Canada a une frontière commune longue de 4,000 milles avec les Etats-Unis; il constitue un arsenal d'importantes ressources naturelles et il occupe un immense territoire stratégique entre la Russie et les Etats-Unis, et ce dernier pays va toujours exiger — et certes il a sûrement le droit d'exiger — que cette frontière soit aux mains d'un allié, et que cet allié lui rende disponible ses richesses naturelles . . .

« Les Canadiens devraient se rendre compte que les options en politique étrangères qui pourraient être facultatives pour tout autre pays ne le sont pas pour eux . . .

« La minorité de ceux qui s'opposent aux armement ne sait pas que si leur idéal venait à triompher à Ottawa, les Etats-Unis ne toléreraient probablement pas la chose . . .

« L'administration Diefenbaker-Green s'est constamment orientée dans le sens du non-alignement. Elle a souscrit à l'Internationale blanche de Nehru, laquelle pactise depuis longtemps avec l'Internationale rose de Genève et de New-York, et l'Internationale rouge de Moscou . . . »

Comme dirait l'autre, « que M. Diefenbaker se le tienne pour dit ! » Si de tels morceaux de bravoure n'ont pas l'heur de rassurer les Américains, on se demande ce qu'il leur faut. Une fois engagé sur cette pente, autant en mettre. L'éditorialiste du *Montreal Star* écrit (8 février 1963) :

« Le New York Times *se trompe quand il soutient que la déclaration (du State Department) a soulevé de profonds ressentiments chez tous les Canadiens de tous les partis et a permis au déjà truculent Diefenbaker de se dresser comme le champion de la souveraineté canadienne contre le colosse du sud. »*

Le 14 février, le même journal revient à la charge et écrit :

« Dans la période 1957-59, le gouvernement a pris sa décision. Il a résolu de doter d'armes nucléaires ses régiments et ses escadrilles postés outre-mer et ici-même sur le continent. Tels sont les engagements pris et déshonorés.

« La décision, au moment ou on l'a prise, n'était pas inévitable. D'autres arrangements auraient pu tout aussi bien être mis de l'avant, discutés et négociés, bien qu'il soit douteux que nos compagnons d'armes les aient acceptés. Mais l'essentiel réside dans le fait qu'une décision en faveur des armes nucléaires a été rendue . . .

« Nous déplorons la tempête soulevée présentement à propos de la souveraineté et de la politique « made-in-Canada » qui, nous l'espérons, ne veut rien dire. »

(suite à la page suivante)

PEARSON OU L'ABDICATION DE L'ESPRIT

par *Pierre* **ELLIOTT-TRUDEAU**

« Lester B. Pearson . . . le défroqué de la paix. »
(P. Vadboncoeur)

I — Avant le 3 janvier 1963

AU lendemain du Concile du Vatican, on interrogeait un éminent catholique anglais qui avait tenté d'empêcher la proclamation du dogme de l'infaillibilité papale. « Parce que le pape a changé de religion, répondit-il un peu douloureusement, ce n'est pas une raison pour que je change la mienne. »

Ne cherchez pas cette trempe d'hommes au sein du parti libéral canadien. Il a suffi que le pape Pearson — non pas à la fin d'un concile, mais un matin en mangeant son breakfast — décide d'embrasser une politique pro-nucléaire, pour que le parti tout entier défroque à sa suite.

Il importait peu qu'une telle politique ait été répudiée par le congrès du parti et bannie de son programme; il importait peu que le chef ait agi sans consulter le conseil national de la fédération libérale, ou son comité exécutif; il importait peu que le Leader ait oublié d'en parler au caucus parlementaire, ou même à ses principaux conseillers. Le pape avait parlé : il ne restait aux croyants qu'à croire.

Je ne me soucie pas pour le moment de juger au mérite la politique nucléaire du parti libéral;[1] je m'interroge seulement sur les réflexes antidémocratiques de l'aboulique troupeau libéral.

Dans un discours à l'ouverture du congrès libéral national, réuni à Ottawa le 13 janvier 1961, M. Pearson déclarait — je cite le texte officiel — :

We must speak and act firmly when (our) rights are threatened by American action. We must not be the echo or satellite of any other state . . . I don't want to be tied to an American dollar, to an American Bomarc . . . Specifically we should not acquire or use nuclear weapons under any kind of national or joint control. The extended possession of nuclear weapons by individual nations — I am not now talking of defensive tactical weapons under strict NATO control will greatly increase the difficulty of abolishing all nuclear weapons; greatly increase also the danger of nuclear war. A policy of

(1) Charles Taylor s'en charge dans un article de la présente livraison.

LE ROMAN D'UNE CRISE

(suite de la page précédente)

Conclusion

Décidément, le ton monte. C'est un signe. La grande bourgeoisie est aux abois; on dirait qu'elle a vaguement le sentiment qu'il devient de moins en moins facile d'organiser l'obéissance. Il fut un temps où la chose politique était entièrement entre ses mains. C'était le bon temps du bipartisme et des allégeances inconditionnelles à l'Empire britannique ou aux Etats-Unis.

Mais voici qu'apparaît dans le jeu politique un nouvel élément : une classe populaire — imparfaitement représentée sans doute — mais dont il faut désormais tenir compte. Cette classe populaire, cette roture, ce prolétariat omniprésent et énigmatique s'intéresse plus qu'on croit à la question nucléaire. Elle s'y intéresse d'autant plus qu'elle commence à se défier des Etats-Unis, ce Goliath redoutable qui se prend pour David. On dirait qu'elle se rend compte que si les Etats-Unis ont mis sur pied la machine industrielle et militaire la plus perfectionnée qui soit, cette machine reste aux mains d'hommes qui, quant à la mentalité, appartiennent encore au XIXe siècle — des « sénateurs » provinciaux qui n'ont rien compris et qui, pour un oui ou pour un non, sont prêts à faire sauter la planète.

Le Canada est à un tournant décisif. Le *New York Times* du 20 juin 1962 écrivait : « Le moment est venu pour les Canadiens de prouver qu'ils sont, comme ils le prétendent, une nation unie, souveraine, indépendante et adulte, c'est-à-dire, qui ne dépend pas des courants capricieux de la politique ni de la tutelle de son gigantesque voisin. »

Telle est la question qui se pose.

Reste à savoir qui, de la grande bourgeoisie ou du peuple, saura le mieux se faire entendre le 8 avril prochain.

★

strength and independence or of co-operation with allies does not require Canada herself to become a nuclear power. Nor does it require Canada to continue her present role in NORAD, which, among other things, would mean that Canadian forces would use nuclear weapons under single or dual control.

Fort de cette position claire, le congrès vota la politique de défense que voici (texte officiel) :

Canada cannot deny nuclear weapons to other nations and at the same time arm her own forces with them. A new Liberal government therefore should not acquire, manufacture or use such weapons either under separate Canadian control or under joint U.S.-Canadian control. Under a new Liberal government Canada will withdraw from NORAD insofar as its present interceptor role is concerned . . . The Canadian role in such defense should be that of detection, identification and warning. We would stop using our defence resources on interceptor fighter squadrons or on Bomarc missiles.

No money should be spent on army, navy, or air force equipment which is obsolescent or likely to become so in a short time.

C'est cela, la politique officielle du parti libéral telle que définie par le congrès national, autorité suprême du parti. Certes on ne peut pas dire que chaque Libéral a saisi chaque occasion pour réitérer sa foi en cette politique. Mais il reste que sur le problème central de l'acquisition par le Canada d'armes nucléaires, la pensée libérale n'avait jamais flanchée : voyons ce qui s'est dit aux deux occasions où il pouvait encore être question de préciser la pensée officielle du parti.

Devant la fédération libérale nationale, le 30 janvier 1962, M. Pearson déclarait :

Le parti libéral fera en sorte que le Canada apporte sa pleine contribution à la défense collective et à la sécurité collective. Mais nous croyons que cela peut se faire sans que le Canada devienne une puissance nucléaire. (Cité par F. Bourret, Le Devoir, *13 février 1963.)*

Et de nouveau, le 30 avril 1962, dans un manifeste exposant son programme politique en vue des élections du 18 juin 1962, le parti affirmait :

L'acquisition d'armes nucléaires par un plus grand nombre de nations ne peut que compromettre davantage la paix mondiale. Dans les circonstances, une telle acquisition par le Canada ou par d'autres pays n'ajouterait en rien à la force de représailles qui constitue la seule véritable sauvegarde contre l'agression. A la lumière des données actuelles, la politique de défense d'un nouveau gouvernement libéral n'obligera pas le Canada à devenir une puissance atomique par la fabrication, l'acquisition ou l'utilisation d'armes nucléaires, qu'elles soient sous contrôle canadien ou américain. Un nouveau gouvernement libéral se réservera cependant le droit d'examiner toute nouvelle situation en tenant compte de l'ensemble de ses responsabilités à l'égard de la sécurité du peuple canadien. (Le Devoir, *1er mai 1962.)*

Il serait facile de montrer que la réserve concernant « toute *nouvelle* situation » ne pouvait pas autoriser l'emploi d'armes nucléaires par les Bomarcs et les escadrilles CF 104, puisque ces engins ne sont utilisables que contre des bombardiers, et qu'*avec le temps* la menace des bombardiers soviétiques diminuait, alors que celle des ogives intercontinentaux augmentait. D'ailleurs, et comme pour renforcer cet argument, M. Pearson — parlant pendant la crise cubaine, et se référant à notre propre politique de défense — déclara :

Il importe que les pays qui ne possèdent pas encore d'armes nucléaires fassent tout ce qu'ils peuvent pour empêcher la distribution de ces engins à un cercle plus large. (Hansard, 23 oct. 1963. p. 969.)

Enfin, le chef de l'opposition se donna la peine, le 14 novembre 1962, de ré-affirmer sa foi inébranlable dans la politique du parti; il écrivait en effet avec fermeté :

I have always maintained that nuclear powers should be expanded and that Canadians should not accept nuclear weapons under either national control or jointly with the United States. (Cité dans La Presse, *le 6 mars 1963.)*

Le programme officiel du parti libéral restait donc toujours opposé à la présence d'armes nucléaires sur le sol canadien; et c'est sur la foi de cela que beaucoup d'électeurs confiants accordaient leur sympathie aux Libéraux.

II — Après le 3 janvier 1963

Or soudainement, le 12 janvier 1963, devant l'Association libérale de York-Scarborough, M. Pearson déclarait suavement que le gouvernement canadien

. . . devrait cesser de fuir ses responsabilités et s'acquitter sur-le-champ des engagements qu'il a déjà pris au nom du Canada . . . La seule façon de s'y conformer, c'est d'accepter de pourvoir d'ogives nucléaires les armes stratégiques de nature défensive qui ne peuvent être utilisées efficacement sans elles . . . Les CF-104 ne peuvent donner leur plein rendement sans ogives nucléaires . . . De même pour les fusées Bomarc et Honest John.

En tant que Canadien, j'ai honte lorsqu'on prend des engagements et qu'on refuse ensuite de les acquitter. (Le Devoir, *14 janvier 1963.)*

Et le 5 février 1963, le chef de l'opposition expliquait cet étonnant revirement devant le Parlement; parlant des Bomarcs, des CF 101 et des CF 104, il dit :

Puisque ces armes sont installées et que nous sommes censés nous en servir, il faut maintenant franchir l'étape finale sans laquelle les autres ne signifient rien et nous aurions simplement jeté par la fenêtre 750 millions de dollars... Nous allons faire en sorte que nos unités soient pourvues des armes nécessaires pour accomplir la mission que le gouvernement leur a confiée envers le Canada... Nous préconisons la mise au rancart des armes nucléaires... Mais nous n'allons pas prendre maintenant des mesures qui nous feraient manquer aux engagements pris, tant que nous n'aurons pas eu la possibilité d'examiner à nouveau le principe sur lequel se fonde la politique de défense... Ce qui ne veut pas dire que le lendemain du jour où nous accepterions ces armes, nous ferions fi de l'accord conclu et entreprendrions des négociations afin de nous dégager immédiatement de cette promesse. Cela serait, bien entendu, impossible... (Hansard, *p. 3614.)*

Ainsi donc, le même homme qui avait dénoncé les engagements de NORAD et refusé d'être lié par eux (*« Nor does it require Canada to continue her present role in NORAD »* et le reste), l'homme qui encore le 14 novembre 1962 disait la même chose (*« I have always maintained... »)* se sentit moins de deux mois plus tard lié par un sens imprévu de l'honneur (« j'ai honte... ») et par le portefeuille (« 750 millions de dollars... »).

On serait tenté de demander à notre prix Nobel de la paix ce qu'il adviendrait de la paix si les U.S.A. et l'U.R.S.S. partageaient ce souci d'argent, et refusaient elles aussi de renoncer à l'emploi de certaines armes du seul fait qu'elles leur ont coûté passablement cher. Mais il importe davantage pour notre propos de se demander quels événements des derniers mois ont bien pu amener M. Pearson à respecter tout à coup la parole donnée.

Sont-ce les événements suivants ?

Les Etats-Unis ont renié leur engagement de fournir des Skybolts au Royaume-Uni et des rampes de lancement à la Turquie. Ils ont fait voir qu'ils ne tiendraient pas leur promesse de construire sur leur territoire toutes les bases Bomarc qui devaient faire pendant aux bases canadiennes. Au moment de l'alerte cubaine, ils ont engagé des escadrilles canadiennes sans consulter le gouvernement canadien, et cela (autant qu'on sache) contrairement aux ententes. Contrairement aussi aux idées que M. Pearson avait exposées dans son discours du 9 janvier 1961 : *« Cooperation... should mean... the obligation to consult, not merely to inform. »*

Visiblement, la sagesse des nations (et singulièrement de l'américaine) n'exige pas que l'on pousse jusqu'au scrupule le respect des engagements, surtout quand le progrès de la science militaire a rendu désuets les armements antérieurs.

D'où venaient donc les scrupules de M. Pearson, relativement aux Bomarcs — que plus un stratège américain ne prenait au sérieux, et relativement aux escadrilles interceptrices — dont le congrès libéral de 1961 préconisait déjà l'abandon ?

La réponse ne me paraît pas très mystérieuse : les scrupules de M. Pearson étaient une affaire de conscience. Et même de subconscience. Américaine, évidemment.

III — Où la conscience conduit au déshonneur

Il était clair depuis un long moment que les U.S.A. n'aimaient pas M. Diefenbaker. Dès les débuts, celui-ci s'était proposé de refaire le Commonwealth et de relâcher un peu les attaches avec les Etats-Unis. Dans le domaine commercial, il avait proposé de virer vers le Royaume-Uni quinze pour-cent de notre commerce extérieur. Il avait nommé la Commission O'Leary dans l'espoir de limiter l'emprise des publications américaines. Il avait choisi un ministre des affaires extérieures (M. Green) qui semblait avoir plus d'amour pour la paix que pour les seuls Américains. Il vendait notre blé à la Chine. Il commerçait avec Cuba.

Certes cette indépendance de M. Diefenbaker restait souvent à l'état de paroles. Mais c'était déjà assez pour que l'opinion publique américaine souhaitât une victoire libérale le 18 juin dernier.

Cette opinion fut déçue. Mais il y eut pire. Cette opinion apprit avec stupeur en octobre dernier que les Soviétiques posaient à Cuba des rampes de lancement (semblables à celles que les Américains posaient un peu partout dans le monde.) Les escadrilles américaines furent mises en état d'alerte, dès le 22 octobre, mais Diefenbaker eut l'outrecuidance d'hésiter trois jours avant d'emboîter le pas.[1]

Cela, les *Hipsters* de monsieur Kennedy ne pouvaient le tolérer. Au moment où un vent d'indépendance soufflait parmi les membres de l'O.T.A.N., et singulièrement sur la France, on se devait d'intimider les indépendants par le moyen d'un châtiment exemplaire. Une victime facile fut choisie; le mot d'ordre fut donné : *Diefenbaker must go !*

Vous croyez que je dramatise ? Mais comment pensez-vous donc que la politique se fait ? Vous pensez que c'est en touriste que le général Norstad, ci-devant commandant suprême des forces alliées en Europe, est venu à Ottawa le 3 janvier sommer publiquement le gouvernement canadien de respecter ses engagements ? Vous croyez que c'est par chance que M. Pearson, dans son discours du 12 janvier, ait pu s'appuyer sur l'autorité du général Norstad ? Vous croyez que c'est par inadvertance que le State

(1) Tout cet aspect de la question est traité par Jean Pellerin dans un article de la présente livraison.

Department ait transmis aux journaux, le 30 janvier, un communiqué renforçant les positions de M. Pearson et où M. Diefenbaker était crûment traité de menteur ? Vous pensez que c'est par hasard que ce communiqué ait fourni au chef de l'opposition les arguments dont il truffa abondamment son discours au Parlement le 31 janvier ? Vous croyez que c'est par coïncidence que cette suite d'événements se termina par la chute du gouvernement, le 5 février ?

Mais pourquoi pensez-vous donc que les Etats-Unis en useraient différemment avec le Canada qu'avec le Guatémala, quand la raison d'Etat l'exige et que les circonstances s'y prêtent ?

Or elle l'exigeait et elles s'y prêtaient. Les tergiversations de M. Diefenbaker, les contradictions entre MM. Green et Harkness n'embêtaient pas seulement le State Department et le Pentagon : elles énervaient les puissances financières canado-américaines, et pour tout dire elles lassaient aussi les électeurs canadiens.

D'autre part, M. Pearson était là, prêt à prendre la relève : le peuple respectait en lui celui qui avait travaillé pour la paix aux Nations-Unies; la finance le savait entouré d'une équipe capable de rétablir l'ordre dans le monde économique, sans toutefois recourir aux mesures « extrêmes »; le State Department se souvenait de l'homme qui, bien avant l'affaire de Corée, avait ravalé ses raisons et refusé de reconnaître diplomatiquement la Chine, parce qu'une telle politique *would have meant breaking the unity of the western nations or an issue of timing and tactics* (Hansard, 1951, p. 60, cité dans *Cité Libre*, mai 1951, p. 10.) Alors quoi de plus tentant et de plus facile pour les Américains que de donner le coup de pouce qui renverserait un gouvernement qui chancelait depuis le lendemain même des élections ?

Les circonstances voulurent que ce coup de pouce vînt du Pentagon et exige de M. Pearson qu'il trahisse le programme de son parti, en même temps que l'idéal avec lequel il s'était toujours identifié. Les bailleurs de fonds promirent d'être munificents. Et le *Gallup* démontra qu'une politique pro-nucléaire ne rebifferait pas une majorité des électeurs. Le pouvoir s'offrait à M. Pearson; il n'avait rien à perdre, fors l'honneur.

Il le perdit.

Et son parti tout entier le perdit avec.

IV — Du déshonneur aux pitreries

Je sais bien, il est de bon ton actuellement chez les Libéraux « évolués » de plaisanter l'émotivité, l'intellectualisme, le manque de réalisme et de maturité de ceux qui s'opposent aux armes nucléaires; M. Pearson les accuse même de faire le jeu des communistes (*La Presse*, 7 mars 1963), ce qui ressemble étrangement — s'en souvient-on ? — aux tactiques de feu Maurice Duplessis et de feu le Sénateur McCarthy. M. Pearson a même emplayé le mot « lâcheté ». (*Gazette*, 18 mars, 1963).

Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Même si j'étais tout-à-fait favorable aux armes nucléaires, même si M. Pearson avait raison de changer d'idée personnellement, je devrais encore dénoncer l'autocratisme des structures libérales et l'extraordinaire couardise de ses membres.

Je ne me souviens pas d'avoir vu, depuis que je regarde la politique, un spectacle plus dégradant que celui de tous ces Libéraux qui ont reviré capot à l'unisson avec le chef, lorsqu'ils y ont vu une chance de prendre le pouvoir. Ce sont ces mêmes hommes, n'est-ce pas, qui se scandalisaient de l'obéissance aveugle que commandait l'honorable Maurice Duplessis ? Or, à part la démission de MM. Robert Cliche et Pierre Léger que je salue en passant, s'est-il trouvé un seul Libéral connu pour invoquer la constitution du parti, pour élever la voix contre la dictature du chef, pour en appeler de son autorité à engager ainsi le parti ?

Au contraire, on n'a vu de toutes parts qu'un remarquable empressement à opiner du bonnet.

Et d'abord, comme il convient, la fédération des jeunes libéraux du Québec adopta à l'unanimité une résolution acceptant pour le Canada les armes nucléaires. Les « jeunes » se ralliaient par là au conseil de leur président (Me Auguste Choquette) selon qui « les chances d'erreur diminuaient fortement quand on félicitait ses chefs et dénonçait les adversaires. » (*Le Devoir*, 4 février 1963.)

Puis, une semaine plus tard, la Fédération canadienne des étudiants universitaires libéraux appuya sans réserve la nouvelle politique Pearson. (*La Presse*, 11 février 1963.)

Ensuite, la fédération libérale nationale adopta la résolution suivante : « C'est la politique libérale d'honorer nos engagements internationaux et d'accepter les armes nucléaires. » (*Le Devoir*, 12 février 1963.) Quant au programme revisé qu'on soumettrait aux électeurs en vue des élections du 8 avril, il précisait : « Le Canada doit respecter ses engagements et munir les Bomarcs et CF-104 d'ogives nucléaires défensives. » *(Ibid.)*

C'est à cette occasion que Jack *(« Flag-flag »)* Pickergill eut l'occasion d'expliquer la liberté qui régnait dans le parti : « Si la majorité des électeurs d'une circonscription désire se choisir un candidat (libéral) dont les opinions sont opposées aux nôtres sur cette question, je ne crois pas que ce candidat soit répudié par le parti. » (*Le Devoir*, 13 février 1963.)

M. Pickersgill se donnait bien du ridicule pour concéder aux Libéraux québécois une liberté dont ils n'avaient que faire. Déjà, le 9 février 1963, l'honorable Jean Lesage avait donné le ton; traitant des armes nucléaires, le premier

ministre québécois a précisé qu'il ne lui appartenait pas de trancher la question; après quoi il a repris textuellement pour son compte le leitmotiv de M. Pearson : « Le pays a besoin d'un gouvernement stable. » (*La Presse,* 11 février 1963.) — Il ne tranchait pas la question; mais il donnait son appui à celui qui l'avait tranchée.

Mais M. Gérin-Lajoie, lui aussi, voudrait bien être le premier ministre du Canada, un jour. Parlant devant l'association de la jeunesse libérale de Montréal, il déclara donc qu'il appuyerait sans réserve le parti libéral fédéral. « D'abord, dit-il, nous avons besoin d'un gouvernement stable à Ottawa. » (*Le Devoir,* 25 février 1963.)

Cela se passait dans le cadre du congrès de la fédération libérale *provinciale !* (Il est intéressant de savoir que l'article 2 de la constitution de la fédération libérale nationale prévoit que les membres de celle-ci sont « les fédérations de chaque province. » Ce n'est donc pas sans raison qu'on dit : « Libéral à Québec, libéral à Ottawa. » Mais cela entraîne aussi certaines responsabilités . . .) La tête du troupeau ayant indiqué la voie, la suite se déroula avec l'élégance du bétail qui se bouscule vers la mangeoire. L'association libérale de la Beauce avait soumis une résolution appuyant la politique pro-nucléaire de M. Pearson; mais une manoeuvre du président du comité des résolutions (M. Paul Lacoste) priva le congrès du plaisir qu'elle eût eu à voter sur cette résolution. (*The Gazette,* Feb. 25, 1963.) Le congrès se prononça quand même : les quelques deux mille militants libéraux présents au banquet de samedi midi ont appplaudi à tout rompre quand M. Lester Pearson a exposé sa politique nucléaire. (*Le Devoir,* 25 février 1963 et *The Gazette,* du même jour.)

V — Des pitreries à la philosophie du parti libéral

La série de pitreries qui avait été mise en branle par l'apostasie de M. Pearson, le 12 janvier 1963, trouva enfin son expression philosophique dans la position de M. Walter Gordon. S'il est vrai, a-t-il notamment déclaré, qu'un certain nombre de Canadiens se font du souci au sujet des armes nucléaires, il faut toutefois souligner que dans l'ensemble, les Canadiens ne se préoccupent pas plus de cette question que des autres. Selon lui, le Canadien moyen s'en remet à la décision de son gouvernement. Et M. Gordon d'ajouter : « C'est d'ailleurs la raison d'être du gouvernement . . . » (*Le Devoir,* 5 mars 1963.)

Ainsi la philosophie politique du parti libéral est fort simple : « Dites n'importe quoi, pensez n'importe quoi; ou encore mieux, ne pensez rien du tout; mais mettez-nous au pouvoir, parce que c'est nous qui pouvons le mieux vous gouverner. » Les Canadiens ne peuvent pas s'entendre sur un drapeau, eh ! bien, on leur en donnera deux. (Pickersgill) Le parti est contre les armes nucléaires, mais le chef dit qu'il faut être pour (Pearson), et chacun restera libre d'être contre (Pickersgill), quoiqu'au fond personne ne le sera (les jeunes libéraux). Et puis tout cela au fond ne nous regarde pas (Lacoste). Le Canadien moyen n'a qu'à s'en remettre avec confiance au parti libéral (Gordon), les chefs ont toujours raison (Choquette), et mon mari n'a pas changé d'idée (madame Pearson). Nous avons besoin *(sic)* à Ottawa d'un gouvernement stable (Lesage et Gérin-Lajoie), pas stable comme celui de M. Duplessis de 1944 à 1960, ni stable comme l'écrasante majorité Diefenbaker en 1958, mais d'une stabilité libérale, parce que c'est nous qu'on é lés meilleurs (Chevrier ?).

Tous des caves, ma foi !

Sans parler de ceux qui n'osent pas parler. Ils reconnaissent que M. Pearson y est allé un peu cavalièrement pour changer le programme du parti, mais ils pensent que ce n'est pas le moment, à la veille des élections, de dénoncer le chef et de diviser le parti.

Ah ! pour ça, je suis bien tranquille, C'est toujours après la défaite ultime qu'on a le courage d'attaquer le chef; avant la bataille, comme après la victoire, on risquerait de compromettre ses chances d'être nommé ministre (secrétaire parlementaire, juge, sénateur, tavernier, garçon d'ascenseur, table ou cuvette.) En somme, pour ceux-ci aussi, c'est le pouvoir qui importe; et le seul coup de pied permis, ce sera peut-être celui de l'âne.

Il y a ceux également qui minimisent toute l'affaire; encore un peu et ils parleraient d'une tempête nucléaire dans un verre d'eau. D'accord, disent-ils; sur une question fondamentale Pearson aurait eu tort de changer *solo* le programme du parti, mais la question nucléaire n'a pas cette importance. « Dans quelques années, tout le monde en aura de ces pétards-là ». « Dans mon comté, ça ne changera pas un seul vote. »

On serait tenté de répondre que cinq minutes avant l'holocauste, un sondage fait à Hiroshima, ou à Sodome et Gomorrhe, eut probablement établi que, là aussi, la question nucléaire paraissait dénué d'intérêt. Mais point n'est besoin de remonter si loin. Si la question n'a vraiment pas d'importance, comment a-t-elle pu mettre en branle Norstad et le State Department, provoquer la démission de plusieurs ministres, et amener la prorogation du Parlement ? Pourquoi tous les partis d'opposition se sont-ils ligués pour renverser la décision de l'Orateur qui avait justement déclaré, le 31 janvier, que la question n'était pas urgente ? (*Hansard,* pp. 3456 et suiv.)

Et pourquoi est-ce la seule question qui, de toute la durée de ce Parlement, ait pu unir tous les partis d'opposition dans le vote de non-confiance, le 5 février ? Le sous-amendement qui amena directement la chute de Diefenbaker déclarait notamment : « Ce gouvernement n'a jus-

qu'ici formulé aucune politique précise en matière de défense nationale. » (*Hansard*, p. 3624.)

Il est plaisant de se rappeler que ce sous-amendement fut proposé par les Créditistes qui n'ont cessé depuis lors de sombrer dans la confusion la plus complète au sujet de la politique de défense. Le 15 février 1963, André Laurendeau le rappelait bien dans *Le Devoir;* et depuis, cela n'a fait qu'empirer. (Voir *La Presse* des 5, 7 et 9 mars.)

A vrai dire, il n'y a que le Nouveau parti démocratique qui ait été moralement justifié de reprocher au gouvernement sa politique de défense; car c'est le seul parti qui ait suivi sur ce point une ligne cohérente.

Et pourtant je regrette vivement qu'un gouvernement canadien ait été défait à la Chambre des Communes sur une question et selon une stratégie cuisinées par les Américains. C'est bon pour Pearson et ses Libéraux de répondre « *Ready, aye, ready* » quand est arrivé d'outre-frontière le mot d'ordre des bailleurs de fonds ou des militaristes. Mais j'eus aimé, pour le panache, que quelques députés canayens aient le réflexe de Herridge ou de ce vieux socialiste Cameron, qui ont préféré appuyer Diefenbaker lui-même plutôt que de faire le jeu de la Maison blanche.

VI — La banqueroute des idées

Les événements des derniers mois ont au moins un avantage. Ils nous permettent de prendre conscience, avec une acuité particulière, de la décadence de la pensée politique canadienne.

Il faudra un jour qu'un historien fasse la genèse de ce processus. Je serais tenté pour ma part d'en chercher l'origine dans la période de 1840 à 1867. Sous le gouvernement d'Union, le principe de la double majorité s'appliqua non seulement à l'adoption de toute mesure importante, mais également au choix du personnel politique. Il en résulta une instabilité qui valut au pays 18 ministères successifs en 27 ans.

Les hommes de la Constitution de 1867 devaient craindre la paralysie qu'amène inévitablement un tel état de choses. Or ils auraient désormais à reconcilier bien autre chose que le Haut et le Bas-Canada : les provinces maritimes et toutes les provinces à venir. Il s'ensuivit donc que pour prendre le pouvoir à Ottawa, les partis politiques devaient tendre inévitablement et de plus en plus à réconcilier des intérêts régionaux très divergents; ce qui signifiait généralement réduire le contenu idéologique à son strict minimum.

Cette conclusion est un lieu commun que tout étudiant en science politique connaît par coeur. Mais ce dont on ne s'est peut-être pas assez rendu compte, c'est le degré de pourrissement intellectuel où cela achève de nous mener. Or voici que M. Pearson et le parti libéral se chargent de nous le faire voir tout à coup[1] : les questions les plus graves n'ont pour eux que l'importance des votes qu'elles entraînent; et il ne semble plus y avoir dans ce parti un seul homme pour qui les principes importent plus que la puissance politique.

Il est triste de songer que naguère tous ces parvenus du pouvoir se scandalisaient et se trémoussaient d'indignation parce que l'Union nationale achetait des votes avec des frigidaires. Mais de ceux qui achètent les votes avec des principes trahis, que dit la Morale ? Corrompre les esprits en ramenant la politique à un système absolument dénué de principes me paraît beaucoup plus grave que d'avoir distribué jadis quelques prébendes au fretin électoral.

C'est au nom de la stabilité que les Libéraux exigent aujourd'hui que l'on vote pour eux. Mais s'il se trouvait dans le peuple des électeurs pour qui le courage, la sincérité et le désintéressement avaient encore quelque attrait ? Et si ces électeurs étaient tentés de chercher jusque dans le Créditisme des candidats qui proclament encore leur foi dans les principes, comment s'en étonnerait-on et qui faudrait-il blâmer ?

Je me souviens bien des Libéraux fédéraux de 1957. C'étaient des cyniques qui croyaient que le Pouvoir leur appartenait en propre et ils en étaient venus à deux doigts de mettre le Parlement en tutelle. Or il aurait pu se faire que six ans d'opposition eussent eu sur ces Libéraux un effet de purgatoire; hélas ! les événements des deux derniers mois ont prouvé que non. Je retrouve chez la vieille garde le même cynisme abruti; chez les associations de jeunesse, je revois la même docilité intéressée; et entre les deux, des hommes de ma génération qui tremblent d'anticipation parce qu'ils ont entrevu le visage fardé du pouvoir.

Au nom du réalisme et de l'efficacité j'ai dû, Dieu me pardonne ! trahir parfois certaines révoltes de jeunesse. Mais je n'ai pas encore accepté de marcher sur la démocratie. C'est pourquoi, aux élections du 8 avril, j'ai l'intention de voter pour le Nouveau Parti démocratique.

Je pense que c'est aussi le devoir de tous ceux qui croient urgent d'enrayer la course de la pensée politique canadienne vers la dégradation absolue. L'instabilité gouvernementale, la fragmentation de l'opposition, le risque de "perdre son vote", ce sont des dangers mineurs comparés à l'abdication de l'esprit à laquelle nous convie Pearson.

---

(1) Il est à propos ici de citer un passage d'un livre qui est devenu une bible pour le Parti libéral. Theodore H. White dans *The making of the president 1960* écrit : « Rarely in American history has there been a political campaign that discussed issues less or clarified them less. »

LE CANADA, OUVRIER DE LA PAIX

Charles TAYLOR

TOUT le monde est d'accord : la question de l'heure, voire de l'année, c'est de savoir si le Canada acceptera ou non les ogives nucléaires. Mais jamais pareille question n'a été si mal débattue, avec aussi peu de rigueur et de logique, dans l'arène politique. Lorsqu'on compare les discussions entre les partis, au Canada, avec celles qui ont suivi l'éclosion de la *Campain for Nuclear Disarmament* en Grande-Bretagne, en 1958, la différence est frappante.

Les réticents

D'où cela vient-il ? C'est qu'un débat véritable exige qu'il y ait deux thèses en présence. Or ceux qui s'opposent à l'adoption des armes, soit les membres du *Mouvement pour le Désarmement nucléaire* et ceux du *Nouveau parti démocratique* sont prodigues en arguments, dont certains sont certes mauvais, tandis que d'autres ont une certaine substance. Au contraire, ceux qui sont « pour » restent pour la plupart curieusement réticents. Les Libéraux veulent esquiver la question de fond : « Est-il vraiment sage pour le Canada de se pourvoir d'ogives nucléaires ? » — Comme s'ils avaient déjà honte de ce qu'ils vont faire s'ils arrivent au pouvoir. — Certains sont même prêts à avouer que cela n'est pas sage du tout. Mais pour l'instant, tout leur effort consiste à porter le débat sur un autre plan; ils préfèrent traiter des aspects extérieurs du problème : il faut, disent-ils, tenir nos engagements envers nos alliés. Peu importe le contenu de ces engagements; peu importe les dégâts que leur exécution peut entraîner, peu importe même s'il existe vraiment des engagements formels ou seulement des obligations implicites : il faut jouer le rôle qu'on nous confie. Nul besoin d'insister sur le fait que pareille position implique l'abandon, non seulement de toute politique étrangère autonome, mais aussi du rôle de « leadership » politique que les partis sont censés jouer en démocratie. On refuse systématiquement d'éclairer les électeurs, sur la portée du geste qu'on va poser en leur nom.

Un escamotage de ce genre, par un des grands partis, ne saurait rester sans effet sur la qualité du débat. Lorsqu'on ajoute que l'autre grand parti s'est soigneusement abstenu de prendre position pendant cinq ans, qu'il a tout fait pour éviter toute discussion du problème, on s'explique très bien le bas niveau des arguments, le manque de rigueur et de vision. En effet, le M.D.N. et le N.P.D. parlent depuis longtemps dans le vide. Il n'y a guère que le brave Harkness qui ait pris nettement poistion dans le camp des « pour ». On ne peut que l'en féliciter. M. Harkness est un homme honnête mais borné; pour justifier sa position, il ne pouvait alléguer que des arguments militaires, alors qu'il s'agit d'une décision de grande importance dans le domaine de la *politique étrangère*. Sur ce plan-là, le M.D.N. et le N.P.D. manquent tous les deux d'interlocuteurs valables.

Or ceci est très dangereux. Car, face à ce vide, la pensée anti-nucléaire risque de devenir flasque et molle, au moment où il faut envisager notre situation et nos possibilités avec le maximum de clarté, en matière de relations extérieures.

Deux ordres d'exigences

La politique étrangère du Canada doit, en effet, répondre à deux ordres d'exigences. D'abord, elle doit être compatible avec certains principes fondamentaux de la morale; ensuite, elle doit tendre à assurer la sécurité du pays et la sauvegarde de ses intérêts véritables. Il ne fait pas de doute que le refus des armes nucléaires réponde aux exigences du premier ordre. Cette politique est peut-être même la seule à le faire intégralement. Mais cela ne suffit pas. Pour qu'une politique soit vraiment acceptable, il faut qu'elle réponde à la fois aux deux ordres d'exigence.

Or la sécurité du pays ne peut être conçue en dehors du maintien de la paix. L'axiome premier de l'ère nucléaire, c'est que la défense proprement dite n'existe plus; une fois déclenchée la guerre mondiale, il n'y a rien qu'on puisse faire d'efficace pour éviter l'annihilation.[1] Donc, la seule politique viable de défense c'est de prévenir la guerre. C'est de ce point de vue, aussi bien que du point de vue moral, que les deux politiques en présence doivent être analysées.

Les partisans de l'acquisition des armes nucléaires, partant de la thèse d'après laquelle la paix dépend de l'équilibre de la terreur, donc de la force de dissuasion des deux camps, en arrivent à la conclusion que le Canada doit faire sa part, si mince soit-elle, dans le déploiement de cette force. Au premier abord, ce raisonnement semble logique. Il part de prémisses qui sont justes; il est en effet vrai que la paix, dans la condition actuelle du monde, repose sur les forces de dissuasion. Mais il n'y a pas que cela. La dissuasion

---

(1) On pourrait croire qu'il est inutile de répéter ce principe, tellement il est devenu banal. Mais s'il est communément admis parmi les doctes, les électeurs en général ne semblent pas en avoir conscience. Une femme de la Macaza, interviouée récemment à la radio, a dit qu'elle se sentait d'autant plus en sécurité qu'elle habitait près des rampes de lancement Bomarc ! Il y a une grande oeuvre d'information à faire dans ce domaine.

mutuelle n'est pas l'unique condition de la paix ni, à la longue, la plus importante. Si elle l'était, il faudrait abandonner tout espoir. Car la dissuasion n'est qu'un euphémisme pour désigner ce que l'on appelait autrefois la course aux armements et qui n'a jamais eu qu'une issue dans l'histoire. Notre destin serait donc scellé s'il n'y avait pas d'autres facteurs en présence, qui tendent au désengagement nucléaire et à un éventuel désarmement.

Mais dès qu'on admet que la dissuasion ne suffit pas, seule, à assurer la paix, il faut admettre que les arguments militaires ne suffisent pas non plus. Même si l'acquisition des armes nucléaires par le Canada augmentait la force de dissuasion de l'Occident, l'opération pourrait néanmoins se solder par un passif si ce geste s'avérait nuisible aux autres facteurs qui sont non moins essentiels, sinon plus essentiels au maintien de la paix. Et puisque tout le monde admet que l'effet *militaire* des armes proposées au Canada reste, dans la meilleure hypothèse, marginal (certains prétendent même qu'il est nul) il faudrait pratiquement que le geste ne soit *pas nuisible du tout* sur les autres plans pour qu'il soit recommandable.

Or, cela, personne ne saurait le prétendre. D'abord parce que la décision d'adopter des armes nucléaires va à l'encontre d'une des conditions indispensables à la paix : l'arrêt de la diffusion des armes nucléaires, et cela de deux façons, l'une directe, l'autre indirecte. Car cette diffusion peut s'effectuer de deux manières : d'abord par *l'autocréation de nouvelles puissances nucléaires* au sens plein du terme, à savoir des puissances capables de fabriquer elles-mêmes leurs propres armes, telles les Etats-Unis, l'Union soviétique, la France et la Grande-Bretagne; ensuite par *simple octroi ou entreposage d'armes nucléaires* là où il n'y en avait pas auparavant. Evidemment, dans le cas du Canada, il s'agit d'une mesure de cette dernière espèce. Mais les deux modes de diffusion présentent chacun leurs dangers propres. Et qui pis est, tout développement dans l'un des secteurs peut avoir des répercussions dans l'autre. Donc, que le Canada accepte de participer à la diffusion d'armes nucléaires selon le second mode, cela n'entraîne pas seulement les conséquences directes de cet acte, mais aussi des conséquences indirectes sur la diffusion première manière. Il vaudrait mieux toutefois traiter séparément de ces ordres de conséquences, afin d'éviter certaines confusions qui fausseraient le débat.

Effets directs

Quelles seraient donc les conséquences directes de l'acquisition d'armes nucléaires par le Canada ? Pour ce qui est des armes dont on prévoit l'installation en territoire canadien, l'effet en serait minime, étant donné que ces armes sont uniquement "défensives", c'est-à-dire incapables d'atteindre des cibles en dehors du Canada. C'est de ce fait, d'ailleurs, que se prévalent les partisans des Bomarcs pour justifier leur prise de position; prenant bien soin d'ignorer les effets indirects, ils prétendent que cette mesure est inoffensive. Or, il est bien possible qu'elle le soit en effet au niveau de la course aux armements entre les deux camps. Comme elle ne menace en rien les Soviets, elle n'appelle de leur part aucune réplique. — Mais cela ne veut pas dire qu'elle n'aura pas d'effet sur la politique étrangère du Canada et sur la liberté d'action de notre pays. C'est tout le contraire qui est vrai, comme nous le verrons tout à l'heure.

Mais revenons, pour l'instant, aux effets directs, c'est-à-dire à ceux qui n'ont rien à voir avec l'influence de la mesure en question sur la politique étrangère du Canada. A cette fin, nous devons restreindre la discussion aux fusées "Honest John" et aux avions CF-104 dont il est question de doter nos troupes en Europe. Nous reprendrons donc l'argument qui a été maintes fois mis de l'avant et que j'ai moi-même exposé ici il y a un an (voir *Cité Libre* de mai 1962). Dans le cas de ces deux armes, l'opposition aux ogives nucléaires ne vaut pas seulement pour le Canada mais pour la politique nucléaire de l'OTAN tout entier. L'OTAN a pris le parti de munir d'armes tactiques nucléaires les troupes européennes du « bouclier » de l'Alliance. Au vrai, cette politique n'a jamais eu aucun sens du point de vue stratégique. En effet, quel est le rôle de ce « bouclier » ? Pour autant que la guerre est prévenue par la force de dissuasion occidentale, c'est la force de frappe stratégique des Etats-Unis qui joue et qui jouera dans l'avenir le rôle prépondérant. Car c'est elle qui peut dévaster l'Union soviétique, advenant une guerre mondiale.

Dans le contexte établi par l'équilibre de la terreur, il y a donc deux rôles logiques pour les troupes de l'OTAN en Europe. Elles peuvent servir d'abord comme une « présence symbolique » qui engagerait les Etats-Unis à venir en aide aux Européens dès la première agression russe. En effet, toute incursion des Russes de ce côté-ci de l'Elbe impliquerait une confrontation immédiate avec des troupes américaines et mettrait donc en cause, automatiquement, les Etats-Unis. Mais notons que, dans ce premier cas, le nombre et la puissance des forces en cause importent peu. — Le second rôle impliquerait au contraire que les troupes américaines postées en Europe représentent une force de résistance véritable, capable de tenir tête aux Russes dans le cadre d'une guerre limitée.

Or, dans les deux cas, les armes nucléaires tactiques ne sont d'aucune utilité. Inutile d'insister sur ce point si le « bouclier » ne doit avoir qu'une valeur symbolique. Mais même si on le conçoit en vue d'une guerre limitée, les armes nucléaires ne sauraient y avoir de place. Une

guerre limitée, si elle est possible en Europe (et cela n'est pas certain) doit l'être non seulement dans l'espace mais aussi dans le temps. Le but de la résistance serait de maintenir le statu quo militaire, après une attaque, pendant la période requise pour l'entrée en jeu des mécanismes de médiation et de négociation entre les deux blocs. Si ces mécanismes ne fonctionnent pas ou n'atteignent pas leur but de pacification dans un délai assez court, il est certain que l'holocauste nucléaire généralisé s'en suivra; car dans l'incertitude, aucune des deux puissances ne pourra se payer le luxe d'attendre que l'autre frappe la première. Donc, le rôle du « bouclier » à l'intérieur de cette stratégie, c'est de *gagner du temps* avant que l'autre ne décide de « mettre le paquet ». Mais cela ne signifie plus rien si le « bouclier » est lui-même armé d'ogives nucléaires. Car l'entrée en jeu de ces dernières, dès le premier instant, nous conduira fatalement, par l'effet du phénomène qu'on appelle « escalation », à l'utilisation des grandes armes stratégiques, c'est-à-dire que, chacun tâchant de se servir d'une arme plus forte que celle de l'adversaire, on grimpera vite « l'escalier » du mégatonnage. Ayant commencé par de « petites » bombes qui ne peuvent détruire que Varsovie, on finira par en utiliser de « grosses » qui dévasteront New York. Et même si, par une chance miraculeuse, New York et Moscou étaient épargnées, il ne resterait plus rien de cette Europe même que le « bouclier » avait mission de protéger.

La stratégie actuelle de l'OTAN repose donc sur un amas de considérations inconciliables qui équivalent à un non-sens. Ayant rejeté le rôle de bouclier symbolique, on a voulu bâtir une véritable force de résistance. Mais comme les membres ne tenaient pas assez à ce second objectif pour mobiliser le nombre de troupes requis en vue d'une force conventionnelle, on a eu recours aux ogives nucléaires afin d'augmenter la puissance de tir. Or, de ce fait, le bouclier ne sert plus son but, puisque toute percée le long de l'Elbe tournerait forcément en lever de rideau d'une guerre nucléaire.

La stratégie actuelle de l'OTAN n'est pas seulement inutile : elle est dangereuse. D'abord parce que le déploiement d'armes nucléaires en Europe centrale est lui-même une source de tension entre les blocs et une invitation constante à accélérer la course aux armements. Ceci est d'autant plus vrai que la partie de l'Europe qui se trouve concernée ici s'appelle l'Allemagne, ce qui n'est pas sans effet psychologique sur nos interlocuteurs de l'autre côté du rideau de fer. Cet effet psychologique est peut-être irrationnel, ce qui ne l'empêche pas d'être réel. De plus, la présence d'armes nucléaires en Europe augmente le risque d'une guerre « accidentelle ». Je ne parle pas ici d'une simple erreur technique, d'une panne dans les instruments de détection ou autre incident du même genre. Je parle d'une faute de jugement, phénomène très humain, certes, mais non moins mortel. Si des armes nucléaires sont distribuées aux brigades de l'armée de l'OTAN, en Europe, il relèvera du pouvoir, sinon de l'autorité, d'un quelconque brigadier de déclencher une guerre nucléaire, advenant la moindre échauffourée le long de l'Elbe. L'adversaire ne saura jamais si oui ou non le lancement de la fusée avait été « autorisé »; il n'attendra pas non plus cette information pour risposter. Eventualité peu probable ? Qui sait ? Les lignes peuvent être coupées, il peut survenir un malentendu dans les commandements, d'où panique et confusion. Tout cela s'est déjà produit dans l'histoire. A-t-on le droit de courir un tel risque, quand la stratégie qui l'engendre est par ailleurs dénuée de signification ?

C'est pour cela sans doute que les esprits les plus éclairés ont toujours penché vers une formule de désengagement, vers un retrait des forces nucléaires, de part et d'autre, en Europe centrale. Eden, Gaitskell, MacMillan, le ministre des affaires étrangères de Pologne, Rapacki, même le général de Gaulle, tous ces hommes ont fait des propositions dans ce sens.

Depuis cinq ans déjà que la proposition Rapacki est devant nous, l'Occident dans son ensemble, n'a jamais accepté d'en discuter. Il est grand temps que cesse cette folie. Et le Canada devrait ajouter sa voix aux autres voix occidentales qui favorisent une telle négociation. Mais il serait absurde, alors que d'une part la stratégie actuelle de l'OTAN s'avère inutile et dangereuse, d'accepter d'autre part de jouer en Europe le rôle que cette stratégie nous assigne, le rôle d'une puissance dotée d'armes nucléaires.

Effets indirects

Nous venons d'examiner les effets directs que pourrait avoir sur la course aux armements l'acquisition d'armes nucléaires par le Canada. Nous avons vu que tout en n'ajoutant rien de vraiment efficace à la force de dissuasion de l'Occident, cette politique entraîne de grands dangers pour la paix. Nous devrons examiner maintenant les effets indirects de cette mesure, c'est-à-dire son influence sur l'ensemble de la politique étrangère canadienne et, partant, sur le maintien de la paix. Nous touchons ici l'enjeu principal de toute la question. Si le Canada, en ajoutant un apport minime à la force de dissuasion occidentale, devait se mettre hors d'état d'oeuvrer d'une façon vraiment efficace en faveur de la paix, nous aurions non seulement conclu un marché de dupes, mais aussi manqué à nos responsabilités les plus fondamentales.

Mon point de départ est celui-ci : que l'ensemble des puissances ex-coloniales, celles qu'on désigne comme les puissances non engagées, joue

un rôle indispensable dans le maintien de la paix et dans la lente progression vers le désarmement. D'abord, en ce qui concerne la diffusion des armes nucléaires, selon le premier mode, c'est-à-dire par l'autocréation de nouvelles puissances nucléaires, il n'y a peut-être rien qui puisse empêcher la France, la Chine, éventuellement l'Allemagne, d'acquérir ces engins. Mais s'il existe une force susceptible d'y réussir, mise à part la pénurie de ressources dans chacun de ces pays, ce sera la pression unanime et concertée de l'opinion mondiale. Or, le groupe capable d'exercer cette pression doit inclure les puissances non engagées. Dans l'état actuel des choses, elles sont même les seules qui puissent entreprendre une telle action.

Mais l'importance de ces puissances dépasse de beaucoup leur influence sur les puissances potentiellement nucléaires. Leur revient aussi le rôle essentiel de limiter géographiquement un éventuel conflit. Si les deux camps ne se font pas face partout dans le monde, comme il arrive en Europe, voués à une course sans fin vers les armements, c'est grâce à l'existence de zones tampons constituées par les pays non engagés. Pour apprécier ce facteur, il suffit de mesurer la gravité de l'erreur commise par l'administration Eisenhower quand elle appuya le coup d'Etat de droite qui devait renverser le premier gouvernement neutraliste de Souvanna Phouma, au Laos. Ce geste mal inspiré a déclenché la guerre civile dans ce pays, créant une situation stratégique plus défavorable à l'Occident. L'établissement d'une nouvelle zone de guerre où le risque est grand de voir les Chinois faire irruption, est beaucoup plus inquiétant pour la paix que l'existence d'un Etat neutre. Même une situation contrôlée par les Russes serait moins dangereuse que l'état actuel. Kennedy a fait de son mieux pour réparer l'erreur de son prédécesseur, mais on ne sait pas encore si la nouvelle tentative aboutira. Les choses se sont peut-être irrémédiablement gâtées.

S'il n'existe pas partout dans le monde des Laos, des Viet-nam, des Allemagne divisée, d'où le danger de guerre nous guette constamment, c'est grâce à l'existence, dans une bonne partie de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Afrique, de puissances qui ne relèvent ni de Washington ni de Moscou. Le gouvernement américain, sous John Kennedy, semble enfin comprendre cette vérité. Il a su éviter, dans ce domaine, les erreurs de son prédécesseur, par exemple au Congo ex-belge.

Mais ce n'est pas tout. Les puissances non engagées jouent un rôle, dans le maintien de la paix, non pas seulement du fait de leur existence, mais parce qu'elles peuvent exercer aussi une pression efficace sur les deux camps armés, dans le sens de la négociation et de la détente. Ce dernier facteur n'est pas apprécié par l'Occident à sa juste valeur. On se plaît à souligner la faiblesse militaire de ces pays, à insister sur les échecs qu'ils ont accumulés en traitant avec les super-grands; on cite, par exemple, la reprise des essais nucléaires par les Russes, l'an dernier, au mépris de l'opinion unanime des neutres, pourtant réunis en conférence à Belgrade à ce moment-là même. Mais on oublie trop facilement les succès remportés. Erreur très compréhensible, car si la guerre et les gestes belliqueux sont spectaculaires et tiennent fatalement les manchettes, la paix passe facilement inaperçue. Les réussites des neutres se voient plus souvent à ce que les super-grands ne font pas, plutôt qu'à ce qu'ils font. Les abstentions tiennent peu de place dans les calculs. Le revirement de la politique américaine au Congo, au Laos, la non-intervention des Russes dans le conflit sino-indien, cela provoque toujours le soulagement mais presque jamais l'analyse. Erreur dangereuse car, en méconnaissant les vrais appuis de la paix, on peut être facilement porté à en faire bon marché et finalement à les miner. Tous ceux qui crient aux « errements neutralistes » de Nehru, face à l'agression chinoise, seraient-ils plus heureux aujourd'hui si l'Inde avait été alignée déjà du côté de l'Occident, ce qui aurait privé son amitié de toute valeur aux yeux des Russes et permis aux forces staliniennes, en Union Soviétique, de pousser Khrouchtchev à se solidariser avec les Chinois, entraînant un heurt entre ces deux blocs dans le sous-continent indien ? Je ne crois pas qu'on ait besoin de prévoir plus avant la chaîne des conséquences. L'Inde peut avoir commis mainte erreur, tant militaire que diplomatique, dans ses rapports avec les Chinois, mais le non-alignement n'en était pas une.

La morale de cette histoire, pour le Canada, est évidente. Si les puissances non-alignées peuvent jouer un rôle-clef dans le maintien de la paix, le Canada n'a pas le droit de compromettre ses rapports avec elles ni de leur ménager son appui. Et c'est ce que l'on ferait fatalement en acceptant les armes nucléaires. D'abord, parce que ces armes vont nous coûter cher. Nous avons déjà dépensé 700 millions de dollars pour les missiles et les avions destinés à porter des ogives nucléaires. Notre budget annuel d'aide aux pays sous-développés ne représente qu'un dixième de cette somme. Nous n'avons pas le droit de gaspiller nos ressources de cette façon, lorsqu'elles peuvent être de la plus grande utilité ailleurs, tant du point de vue humanitaire que du point de vue politique.

Deuxièmement, le Canada jouit d'une grande estime auprès de ces pays. Ceci est dû en partie à l'absence d'un passé colonialiste. Par exemple, nous sommes à peu près le seul pays vers lequel les nouvelles nations d'Afrique française peuvent se tourner afin de trouver les techniciens, les instituteurs, les ingénieurs dont elles ont besoin. Car pour certaines de ces jeunes nations, ni la France ni la Belgique ne sauraient entrer en ligne de compte, pour des raisons historiques fort com-

préhensibles. Le malheur, c'est que nous ne puissions pas, jusqu'ici, satisfaire la demande. Mais cette estime tient également, en partie, au fait que nous passons pour une puissance qui s'oppose à la diffusion des armes nucléaires et qui oeuvre avec sincérité pour le désarmement. L'acquisition des armes nucléaires mettrait fin à cette réputation.

Mais il y a plus grave encore. L'acquisition des armes nucléaires nous ferait perdre une partie de notre indépendance dans le domaine de la politique étrangère. Je songe, ici, surtout aux armes que nous sommes censés accepter en vertu des accords du NORAD. A vrai dire, la structure du NORAD nous a déjà fait perdre une part de notre indépendance, même avant l'acceptation des ogives nucléaires qui implique cette entente. Toute intégration de forces militaires sous un commandement unique entraîne que les décisions doivent être prises promptement et sans délai. Les consultations prolongées sont inconciliables avec l'efficacité militaire. C'est une des grandes faiblesses de l'OTAN. Mais l'OTAN groupe un grand nombre de puissances moins disproportionnées entre elles que ne le sont les Etats-Unis et le Canada. Au sein du commandement bilatéral intégré du NORAD, il n'est pas possible d'exiger les mêmes droits que possèdent, par exemple, la France et l'Allemagne au sein du SACEUR. Ceci nous place dans un cruel dilemme qui a été crûment mis à jour pendant la crise de Suez. Ou bien nous répondons automatiquement à l'appel de Washington, sans décision autonome, chaque fois que surgit une crise dans les rapports entre les deux blocs, assurant ainsi le maximum d'efficacité au fonctionnement du commandement conjoint. Ou bien nous nous réservons le temps de définir notre propre position, ce qui entrave le fonctionnement du système. C'est le dernier parti qu'a pris le gouvernement conservateur pendant la crise cubaine, à cette différence près que les unités de l'armée de l'air canadienne — ô humiliation nationale ! — semblent avoir suivi les ordres du haut commandement américain, sans attendre la confirmation d'Ottawa.

Il est évident que cela nous place dans une situation impossible. Ou bien nous réagissons automatiquement de concert avec Washington, à chaque fois que les Etats-Unis déclarent l'état de crise; et ainsi nous perdons, aux yeux du monde, toute prétention à un jugement indépendant en politique étrangère, passant pour un simple satellite; ou bien nous tergiversons, nous ménageons notre appui, et donc nous entravons le système. attirant sur nos têtes les foudres de Washington. Le projet d'accord entre les Etats-Unis et le Canada, pour l'utilisation des armes nucléaires, prévoit qu'aux moments de crises, les forces américaines, à la Macaza et à North Bay, passent le contrôle des ogives aux troupes canadiennes, qui ont seules, en définitive, le droit de les lancer. Mais ce qui n'est pas suffisamment compris, c'est que l'acte lui-même de passer le contrôle des ogives est un acte diplomatique, qui fait savoir au monde entier que les Etats-Unis croient la situation mondiale suffisamment inquiétante pour redouter une guerre nucléaire. C'est un geste dont le Canada sera forcément solidaire, qu'il le veuille ou non, à moins de faire de grandes déclarations publiques pour dénoncer la politique américaine. A l'époque de la dissuasion, la mise en alerte a signification davantage politique que militaire, d'autant plus que tout le monde sait que le dispositif de défense ne suffirait pas pour parer à une attaque massive. On doit se souvenir de la mise en alerte de la SAC par Eisenhower, au moment de la dernière conférence au sommet, mesure qui n'a pas facilité le succès de cette rencontre mort-née.

En cause : la politique étrangère

Donc le Canada se trouve devant un choix qui relève carrément de la politique étrangère. Dorénavant, les arguments militaires n'ont que peu de poids. Nous avons le choix, soit de nous rapprocher des pays non engagés, tout en restant membres d'une alliance atlantique où nous jouerons un rôle conventionnel; soit de nous intégrer au système nucléaire des Etats-Unis et de l'Occident, au prix d'une partie de notre liberté d'action.

Dans la première hypothèse, nous aurons le rôle de charnière à jouer entre les puissances occidentales et les pays neutres. Et les buts de notre politique devraient être :

1° – d'appuyer les pays sous-développés dans le maintien de leur indépendance, à la fois sur le plan économique, en leur consacrant une plus grande partie de notre revenu national, et sur le plan militaire, en appuyant les Nations Unies dans leurs opérations comme celles du Congo, qui ont une grande importance pour le maintien d'une zone tampon entre les Grands;

2° – de faire pression, de concert avec ces pays, sur les Grands, en vue du désarmement et de la négociation.

Dans la seconde hypothèse, le Canada devrait placer la solidarité avec l'alliance au-dessus de tout, et s'engager à suivre la « ligne de parti » occidentale.

Il s'agit donc d'une option fondamentale, à laquelle on ne peut pas se dérober sous prétexte de soi-disant « engagements » qui auraient été pris en haut lieu, à l'insu du peuple. C'est le choix que le peuple canadien tout entier devrait faire le huit avril. Il s'agit de savoir si le Canada va pouvoir faire oeuvre utile pour la paix, à l'échelle mondiale, ou s'il sera traité en enfant et restreint au statut de simple appendice du bloc des puissances nanties.

★

NOUVELLES BAGATELLES POUR UN MASSACRE

PIERRE VADEBONCOEUR

I

Le raisonnement d'un militaire...

DEMI-TOUR et garde à vous. Pierre Sévigny, conservateur, démissionnaire versatile, avait, il y a fort longtemps (trois semaines), résigné ses fonctions de ministre pour une question de principe. Le temps arrange tout. Le plaisantin se présente de nouveau comme candidat conservateur.

Cela demande des explications. On donne ce qu'on a. *«Diefenbaker et moi-même ne sommes pas du même avis, sur la question nucléaire notamment.»* Donc je me présente. Contre Diefenbaker ? Non, *avec !*...

«Il y a PRODOND désaccord», continue-t-il. Avec Diefenbaker, le chef du parti ? Non pas. C'est un *« ami personnel »* dont il *« admire le courage »*. Avec sa politique. C'est moins grave.

« Il y a profond désaccord, mais moins de différence que certains auteurs se plaisent à dire », d'ajouter la girouette. En somme, un profond désaccord pas plus grave que ça ! Un désaccord assez sérieux pour claquer la porte d'en avant, mais pas assez sérieux pour empêcher de rentrer par la porte d'en arrière. Un désaccord profond mais qui a tout de même un fond. On ne peut pas toujours être en maudit.

S'asseoir entre deux chaises, c'est une mauvaise position pour un...

II

Le parti libéral et ses penseurs...

WALTER GORDON, « principal porte-parole du parti libéral en matière économique », et révolutionnaire à sa façon, extrémiste de la démocratie, vient de donner de celle-ci une définition qui ne sera sans doute jamais dépassée. « S'il est vrai », dit-il « qu'un certain nombre de Canadiens se font du souci au sujet des armes nucléaires, il faut toutefois souligner que, dans l'ensemble, les Canadiens ne se préoccupent pas plus de cette question que des autres ». Selon lui, « le Canadien moyen *s'en remet à la décision de son gouvernement* ». Et M. Gordon d'ajouter : « *C'est d'ailleurs la raison d'être du gouvernement*... » « Et c'est aussi pourquoi, a-t-il observé, les Canadiens souhaitent d'abord et avant tout un gouvernement stable et fort. » (*Le Devoir*, 5 mars).

Voilà, pour l'essentiel, les vues de cet éminent polithéoriticien. La théorie démocratique était beaucoup trop courte; il fallait que le parti libéral inventât quelque chose, un dogme nouveau, sans doute tiré du vieux fond de la doctrine démocratique, mais qui expliciterait celle-ci davantage; tenant compte de la révélation originelle, bien sûr, et ne dérogeant pas à une tradition bien établie, mais affirmant, face aux hérésies nouvelles, une doctrine sûre, bien qu'habile; orthodoxe, bien qu'adaptée. M. Walter Gordon laissera son nom à cette théorie avancée. Je dirai même : il y laissera son nom...

De quoi s'agit-il ? Il faut en somme que le peuple ne se préoccupe pas trop des questions disputées; qu'il garde, avec un soin jaloux, son droit d'élire les députés, qu'il exerce, oui, ce droit fondamental; mais qu'il s'en remette à ses élus. Pourquoi se préoccuper des décisions que le gouvernement prendra puisque décider est la raison d'être de celui-ci ? Elisez donc un gouvernement stable et fort, puisque, par définition, c'est un gouvernement qui vraiment prendra des décisions. La fonction du peuple, en démocratie, c'est d'élire les députés, qui formeront le gouvernement qui décidera la politique et qui sera celle du pays...

Je n'aurais pas attiré l'attention du public sur le « principal porte-parole du parti libéral en matière économique » s'il n'avait exprimé avec un relief remarquable la pensée diffuse de son parti, depuis celle de feu Lester Pearson, qui fait des pieds et des mains pour minimiser l'impor-

tance de sa politique nucléaire et qui prêche comme nécessité souveraine un gouvernement stable et fort, jusqu'à René Tremblay, dernier venu un peu ténu, favorable à un gouvernement stable et fort, en passant par — la peste soit de lui — Lionel Chevrier, qui réclame (une variante) un gouvernement fort et stable...

D'admirables brocards ont toujours défini les principes de la démocratie britannique. Aucune sentence lapidaire ne fixe encore la formule de Walter Gordon. Je viens d'en trouver une : *le peuple règne, mais ne gouverne pas...*

III

Écraser l'infâme...

ON propose les armes nucléaires, le problème de la paix est posé. J'entend bien que nous ne laisserons pas la question sur le point précis où elle a surgi. Le général Norstad a fait chavirer le gouvernement ? Les autorités américaines insistent pour que nous adoptions une politique centrée sur l'équilibre de la terreur ? Fort bien, mais nous allons pousser un peu plus loin une discussion à laquelle vous paraissez tenir. Vous prétendez examiner nos actes ? Supposons que nous examinions aussi les vôtres... Vous prétendez régenter notre politique étrangère et vous trouvez des intelligences ici pour le faire avec les chances de succès que vous pensez ? Apprenez donc que si, en grand nombre, nous ne sommes pas d'accord avec la politique que vous suggérez en trépignant, c'est que nous sommes fort peu d'accord avec la politique que vous faites pour votre compte à vous. Une politique canadienne de défense pratiquée sous l'égide d'un allié légèrement enclin à prendre des risques de guerre nucléaire à tous les six mois ne nous paraît pas précisément faite pour protéger notre pays contre une attaque atomique.

Vous nous parlez de politique purement défensive; mais une telle politique liée à une politique offensive n'est pas une politique de défense : c'est la mise en place d'un dispositif de guerre. Il ne nous semble guère, d'autre part, qu'il y ait avantage à se pourvoir de défenses, d'ailleurs largement illusoires, pour faire face aux conséquences d'une politique dont vous êtes souverains, à toutes fins pratiques, à jouer le jeu absurde. Vous nous proposez des armes nucléaires défensives au moment même où les membres de votre Congrès s'agitent comme des hallucinés pour réclamer le risque d'un coup de force contre Cuba, comme s'il ne s'agissait là que d'une expédition mineure. C'est pourquoi vos exigences posent à nos yeux, avec un relief dramatique, bien plus qu'une question de défense. Elles posent, en vérité, le problème de nos relations avec une nation belliqueuse, désireuse et capable de prendre le risque d'une guerre nucléaire pour ses intérêts. Elles posent pour nous la question de la paix et, puisque vous poussez vers le risque de guerre, la question du pacifisme.

Comme il n'y a pas d'autre issue que la paix dans un âge où, selon Einstein, selon Russell, selon Schweitzer, selon Joliot-Curie, la guerre détruirait une vaste partie de l'humanité et peut-être toute civilisation, l'excitation guerrière que vous montrez nous presse de faire un choix radical. Nous nous apercevons qu'il faut répondre à une seule question : quel est le meilleur moyen d'aider la paix ? Une intégration militaire de plus en plus achevée, surtout dans les circonstances, nous semblerait, à cet égard, de la folie pure. Un bon moyen de favoriser la paix, c'est de vous inciter davantage à négocier. Le neutralisme est à notre époque la seule garantie un peu sérieuse que la guerre finale n'aura pas lieu.

Le monde est ouvert sur un abîme. Il n'y a pas d'autre solution que de négocier, de marquer des points pour la paix, de redéfinir l'équilibre du monde, de réajuster les intérêts, de consentir de part et d'autre aux évolutions nécessaires, d'isoler les guerriers, d'élargir la voie des neutres, peut-être de favoriser la constitution d'une troisième force en Europe, de gagner du temps, de consolider l'ONU, de pacifier une population quotidiennement nourrie de l'esprit de guerre, de distraire une partie de l'ingéniosité qu'on met à combiner les forces de l'hostilité pour l'employer à définir et à utiliser les moyens de la paix.

En regard de cette perspective, axer la politique étrangère canadienne sur l'acceptation d'armes nucléaires serait le fruit d'une conception étriquée, une idée de technocrate militaire, née dans l'esprit de quelque général déprimé, poussée par les marchands américains de surplus de guerre, favorisée par des intermédiaires bénévoles entre le peuple et des intérêts honteux qui ne se montrent jamais sur la place publique; et voici les héros de la gueule, applaudis par des claques organisées dans des congrès de paille, anticipant une victoire électorale insensée, appuyés sur une caste de profiteurs du vote, les voici qui se posent en porte-parole du peuple, quand je retrace si bien, dans mon souvenir, la ligne constante de leur prétention à gouverner le peuple vers des destins où celui-ci ne veut pas aller mais où on le conduit néanmoins, souvent avec l'approbation qu'on finit par lui voler à force d'exploiter sa candeur.

L'écrasement du parti libéral, que les meilleurs représentants du Québec tentent avec une fortune variée depuis Bourassa, il est grand temps qu'il s'achève. Trois générations de Canadiens-Français ce jour-là chanteront victoire. Je pense que ce jour approche.

★

ÉTAT PRÉSENT DES ÉTUDES TEILHARDIENNES

par Claude CUÉNOT

(NDLR. — *Un ami montréalais ayant fait part à M. Claude Cuénot éminent biographique et commentateur de Teilhard de Chardin, d'une conférence où le savant jésuite était fort malmené, la réplique n'a pas tardé à venir. Nous la publions volontiers, avec la permission de l'auteur.*)

LE P. Teilhard avait la polémique en horreur, et nous ne saurions polémiquer sur une conférence que nous n'avons pas entendue. Nous tenterons simplement, pour nos frères canadiens, une mise au point rapide des études sur le P. Teilhard. Nous n'aborderons pas le savant : le travail de 489 pages que nous lui avons consacré (*Pierre Teilhard de Chardin*. Plon, 1958, traductions anglaise, espagnole, italienne et allemande) ne saurait se résumer, et la cause est jugée depuis longtemps.

Dès 1930

Dès les années 1930, le Père avait accédé à la classe internationale, et, depuis sa mort, des esprits aussi différents que l'Américain, George Gaylord Simpson, et le Français, Jean Piveteau, ont rendu hommage au savant. Ce qui est intéressant de noter, c'est que cette science teilhardienne sert d'infrastructure à la philosophie biologique et à sa phénoménologie. C'est la généalogie des Siphnéidés qui a confirmé ses vues sur l'orthogénèse, c'est la géologie des Western Hills qui sert de base à ses conceptions sur le caractère irréversible des phénomènes évolutifs.

Nous insisterons sur le philosophe et le théologien. Une question fondamentale : « Teilhard est-il philosophe ? » a depuis longtemps reçu sa réponse : Il faut faire Teilhard essentiellement philosophe. Si Teilhard fait choc, c'est qu'il présente une vision totale du monde.

Teilhard, il est vrai, était totalement indifférent à l'étiquette de philosophie — il se qualifiait lui-même de *free-lance thinker* — mais il nourrissait une volonté de convaincre, persuadé qu'il avait découvert quelque chose d'essentiel sur le monde et sur l'homme, et décidé à le faire passer.

Mais pour le comprendre, il faut écarter l'idée que les gens nourrissent de la philosophie : Ce n'est pas une ontologie thomiste, ce n'est pas une philosophie réflexive, ce n'est pas une philosophie de l'existence séparée (existentialisme).

L'essentiel est dit quand Teilhard se définit comme un « physicien » dans le sens des anciens Grecs, et présente une théorie de la nature en marche.

Son point de départ est une certaine science positive, le réel dévoilé par une certaine science. Son activité philosophique sera de tenter de l'élargir, de l'extrapoler.

Il y a une méta-mathématique, il y a une méta-physique (en deux mots !), il y a une méta-biologie. La philosophie de Teilhard est une méta-biologie, car la biologie lui a rapporté une révélation fondamentale, à savoir que le monde est en devenir, et que ce devenir, loin d'être un chaos, est orienté. On trouve là une intuition d'origine scientifique, mais élargie.

Ce type de philosophie est cosmologique : philosophie de l'unité et de la totalité. Tout est dominé par l'intuition d'une cosmogénèse, d'une unité totale de ce monde par rapport auquel l'homme se situe. On peut avoir des objections contre ce type de pensée, mais il n'y a pas de raison de refuser à Teilhard d'être philosophe. Teilhard représente un type de philosophie avec lequel le débat est absolument nécessaire, et qui impressionne fortement les marxistes.

On a trop brodé

On a beaucoup trop brodé sur l'optimisme teilhardien. En fait, l'angoisse joue un rôle im-

portant dans ses perspectives. Chez Teilhard, il est vrai, il n'y a pas un radicalisme de l'angoisse, mais celle-ci est un des termes d'une dialectique ardente dont l'autre terme est l'espoir. Existentialisme surmonté, optimisme dramatique... Jusqu'à la fin, Teilhard a tenu héroïquement les deux bouts de la chaîne. Chez Teilhard, l'angoisse n'est pas comme chez Kierkegaard un bond du fini dans l'infini, elle a consisté à accepter de traverser le fini jusqu'au bout, à accepter une présence au monde dans la terrible impuissance de l'homme. L'angoisse de Teilhard, c'est d'accepter la traversée du monde. Pour Pascal, le Christ est une agonie jusqu'à la fin du monde; pour Teilhard, l'évolution humaine est plus semblable à un chemin de croix qu'à une idylle.

Irritabile Genus

Et maintenant les théologiens. *Teologorum irritabile genus* : vu leur susceptibilité, nous nous garderons bien de leur adresser même les plus timides suggestions. Le Père, il est vrai, n'a jamais été un théologien de métier, et présentait modestement ses écrits les plus théologiques à la critique des « professionnels ». Il est bon de préciser aussi qu'il n'a jamais visé à présenter un système théologique complet, et développé en toutes ses parties. Il a insisté sur des aspects fondamentaux, ceux qui lui paraissaient délaissés, et n'a que très peu écrit sur le reste, à part quelques essais très synthétiques. Mais il ne faut pas oublier que Teilhard est resté constamment en liaison avec des spécialistes, comme les P.P. Charles et de Lubac et Mgr Bruno de Solages.

Une théologie indicative

Sa théologie est indicative, mais c'est quand même une théologie, puisque les gens de métier ont entrepris de méditer sur ses textes, en particulier sur ses réflexions concernant le Christ cosmique. Depuis la belle thèse du Pasteur Georges Crespy, professeur à la Faculté de théologie protestante de Montpellier, *La pensée théologique de Teilhard de Chardin*, la question est réglée. Mais l'essentiel est ailleurs : la contribution majeure de Teilhard à la théologie, c'est de l'avoir ouverte à la science. Assurément, la science ne *définit* pas une théologie, mais elle exclut certains types intrusifs d'action divine, certaines formes de représentations, et elle impose certaines dimensions à la pensée. Aucune réflexion théologique sérieuse n'est désormais possible sans culture scientifique poussée. Bien plus, Teilhard a définitivement exorcisé le fantôme d'une théologie précritique. Il a prouvé avec évidence que, si on admettait la vision d'un monde statique, achevé et définitif, on s'interdisait de pouvoir donner un sens pleinement satisfaisant au fait du Christ et de la révélation. Il fallait, disait-il, entreprendre la critique des structures mentales, des préalables inconscients, qui orientent la pensée avant même qu'elle ne s'exerce. La recherche devait porter aussi sur les démarches mêmes de l'esprit en quête de vérité.

Il n'y a qu'un point sur lequel nous nous rencontrons avec les critiques : Dieu soit loué, Teilhard n'a jamais été écrivain ! Je ne peux pas me regarder écrire, disait-il. Et il ajoutait : Les questions de style ne m'intéressent pas. C'est le secret même de l'étonnante beauté de son expression. Aussi magnifiquement doué qu'un Flaubert, il n'a jamais été homme de Lettres, il n'a jamais fait passer une phrase dans son gueuloir pour le plaisir de l'entendre chanter, il n'a jamais filé la métaphore pour le plaisir de la dévider jusqu'au bout. Et c'est cela qui explique, chez ce poète du feu, chez ce nouveau Châteaubriand, maître de tous les rythmes de la prose, l'extrême pudeur de ce style qui ne vise jamais l'effet, chez qui la forme n'est que l'humble servante de la pensée. Il n'est poète que pour exprimer des intuitions mystico-philosophiques, ou pour prier; il n'use du style que comme procédé d'écriture phénoménalogique, pour exprimer l'extrême intimité de la chair et de l'esprit.

Au Canada français

Nous avons lu, dans *Convergences* de Jean Le Moyne (éditions HMH, Montréal, 1961), une des études les plus lucides sur la situation spirituelle du Canada français. Pour se défendre contre l'anglicisation (et le protestantisme), les Canadiens français se sont serrés autour de leur clergé, âme de la résistance. Trahis par la métropole, que pouvaient-ils faire d'autres ? Et d'ailleurs, le Canada français n'a-t-il point pour mission profonde de maintenir la perennité du catholicisme en pays anglo-saxon ? Les Canadiens français sont parvenus à conquérir leur autonomie provinciale, et même l'égalité politique au moins en théorie. Mais désormais ils ont à résister à une offensive autrement plus redoutable, parce que plus insidieuse, l'américanisation.

Or, ce réflexe de défense qu'est le conservatisme religieux ne suffit plus, car les jeunes générations tendent à se révolter contre un paternalisme trop lourd, à passer la frontière, à oublier leur langue maternelle et à s'américaniser. La résistance canadienne-française doit prendre désormais une autre forme : la contre-offensive d'un catholicisme rénové, dynamique et conquérant. Or seul Teilhard, par sa force expansive, permettra au Canada français de préserver son âme.

★

RÉFLEXIONS SUR L'ENSEIGNEMENT DE LA PHILOSOPHIE AU COLLÉGIAL

par *Maurice LAGUEUX*

AVANT d'aborder une question aussi controversée que celle de l'enseignement de la philosophie au collégial; qu'on me permette une mise au point : cet article n'est *aucunement une analyse* de la situation de l'enseignement philosophique dans les collèges du Québec pour la simple raison qu'un tel travail exigerait, pour être sérieux, une enquête très poussée que l'auteur ne peut techniquement se permettre. Cette « situation » paraît d'ailleurs beaucoup plus complexe que ne le laissent supposer certaines remarques à la mode et même bien des documents officiels. De toute façon, ce que je me propose ici se réduit à de simples réflexions sur le problème pédagogique inhérent à l'idée même de philosophie, réflexions qui, à mon sens, pourraient valoir dans n'importe quel contexte, mais que pour présenter de façon plus concrète, je tenterai d'intégrer à quelques phénomènes ou courants de pensée qui me semblent caractériser — peut-être déjà avec un recul d'une couple d'années — une certaine conscience canadienne-française. Il s'agit en somme de signaler divers aspects de la question, qu'on oublie parfois de mettre en lice quand on discute de la situation de la philosophie au Québec. Beaucoup plus que de proposer une solution que je n'entrevois même pas, je cherche à cerner les difficultés qui font de cette question un des problèmes pédagogiques les plus délicats.

Le malaise

Il faudrait avoir fort peu le sens de l'observation pour ne pas reconnaître un malaise dans notre enseignement de la philosophie, malaise qui se traduit presque par une tension entre deux partis. On a l'impression que, d'une part, on se crispe autour de positions qu'il faut défendre à tout prix, quitte parfois à céder au compte-gouttes certains points secondaires ou même en dernier ressort à se réfugier la tête dans le sable, c'est-à-dire derrière une pile poussiéreuse de documents officiels qui ne collent guère à la réalité actuelle. D'autre part, on perçoit vite des déficiences qu'il faut dénoncer, et comme il n'est pas toujours facile d'établir une critique scientifique, on choisit une voie plus simple : la critique globale et caricaturale. Puisque l'enseignement philosophique en question semble bien tenir à se réfugier sous le patronage de saint Thomas d'Aquin, celui-ci sert de bouc émissaire dont le nom seul suffit parfois à gâter un développement philosophique qui, sans cela, s'annonçait intéressant : le thomisme devient un emballage commode pour envelopper tous les griefs que l'on n'a plus besoin de se donner la peine de formuler . D'ailleurs, cela va tout naturellement, dans certains milieux où il suffit d'un sourire narquois ou d'une plaisanterie désabusée, mais souvent assez facile, pour faire le procès de notre enseignement philosophique. On sent là une irritation nourrie par la conviction que la situation est trop bête et qu'il suffirait de quelques réformes intelligentes pour la régulariser. Cette attitude engendre bien vite une fièvre collective d'autant plus regrettable qu'issue d'une réaction saine contre la situation anormale signalée plus haut, elle emporte peut-être, dans ses manifestations maladives, le meilleur de nos énergies. Quant à ceux qui sont restés indifférents dans ce conflit, ils regardent avec un respect souvent superficiel, cette philosophie que l'on désigne parfois encore comme la « reine des sciences », un peu, il faut bien le dire, à la manière dont on parle de la « reine d'Angleterre » qui « règne mais ne gouverne pas ».

Quoiqu'il en soit, il existe un malaise — en voie de guérison, espérons-le — mais que l'on craint parfois de regarder en face et qui, à cause de cela, n'a pas fini de se répercuter dans la conscience canadienne-française.

Devant cette situation, il faut se garder, je crois, de glisser vers des déclarations de principes qui ont perdu leur sens par l'usage qu'on en a fait partout. Il me paraît vain de crier à haute voix que la philosophie ne doit pas être une théologie, qu'elle ne doit pas être un endoctrinement appuyé sur l'autorité, qu'elle ne doit pas dédaigner les apports de la science moderne, qu'elle doit rejoindre le concret et non se cantonner dans l'abstrait, etc... Toutes ces vues sont trop évidentes pour être contestées par un intellectuel sérieux, sans que d'ailleurs, ces principes, comme tels, modifient tellement, à mon avis, la pensée philosophique sur laquelle ils prétendent porter. C'est là comme une eau stagnante que l'on agite parfois, de part et d'autre, histoire de faire sensation à bon marché, mais qui retourne bien vite à sa stagnation. On dira qu'il s'agit alors de ne pas s'en tenir aux principes et de chercher comment peut se développer

en fait une philosophie concrète, vécue, ouverte etc... pour toucher enfin des cordes plus sensibles. Cet effort serait sans doute plus profitable mais risquerait de nous lancer immédiatement dans des questions spéciales, où les positions seraient trop dépendantes des contextes, des problèmes, des approches propres à chacun : le débat pourrait avoir un grand intérêt philosophique mais risquerait de n'éclairer guère le problème pédagogique de l'enseignement de la philosophie. D'un dialogue impossible parce que vide, on serait passé à un dialogue impossible parce qu'inextricable. (Peut-être, d'ailleurs, sont-ce là les deux formes de dialogues que l'on connaît le plus en philosophie !)

Des solutions en quête de problèmes

Il s'agit donc, sans s'engager dans des questions trop spécialisées, de toucher le coeur de la difficulté, ce que je cherche à faire sans être trop sûr d'y parvenir. Mais, je crois que la voie la plus sûre pour retrouver une chose dans sa pureté, quand on craint de se perdre dans la gangue des mots usés, est de remonter vers la problématique à laquelle ce quelque chose veut répondre. Il faut orienter de ce côté nos regards; laissons donc, pour l'instant, la philosophie comme tout, comme ensemble de pensée à proposer selon telle ou telle méthode, pour nous pencher sur la problématique philosophique et nous demander si, au fond, le grand reproche que l'on peut faire à certain enseignement de la philosophie n'est pas précisément de ne pas éveiller vraiment aux problèmes philosophiques.[1] Un enseignement qui amène seulement à prendre conscience des problèmes philosophiques a déjà réalisé une oeuvre remarquable. Mais trop souvent, on se hâte d'apporter des solutions à des problèmes[2] qui n'en sont pas encore pour l'étudiant, de sorte que ces exposés, si valables qu'ils soient en eux-mêmes, apparaissent à l'étudiant comme un pur exercice verbal. D'où l'on conclut vite à la nullité de la formation philosophique. Le comble, en ce sens, est de créer un engouement artificiel autour des mérites d'une idée, engouement qui vise à remplacer celui qui naîtrait spontanément de cette idée, s'il existait déjà chez l'étudiant une certaine angoisse philosophique. Parce qu'elles ne répondent pas à une angoisse préalable, les idées d'intuition de l'être et d'analogie de l'être, par exemple, ne peuvent, très souvent, pénétrer dans la conscience des étudiants que sous pression, ou même dans des cas extrêmes, que par une espèce d'envoûtement plus proche peut-être de la sorcellerie que de la philosophie. Il faut cependant reconnaître, je crois, que cette pédagogie tend à disparaître si elle se rencontre encore; c'est tant mieux pour le monde étudiant et aussi pour les pensées philosophiques que l'on discréditait de la sorte.

On voit maintenant le problème proprement pédagogique : la vraie formation philosophique est rebelle aux cadres que doit imposer la pédagogie; elle suppose une prise de conscience de problèmes sur un plan vital qui ne se réduit pas au plan intellectuel, en ce sens que l'intelligence d'un raisonnement n'a de valeur que s'il vient mordre sur des données que l'on doit expérimenter à l'intérieur de ce qu'il faut bien appeler, si ronflant que le terme puisse paraître, une aventure philosophie. Cette aventure, chacun, la poursuit en suivant des voies conditionnées par ce qu'il y a de plus intime dans une expérience humaine. Ceux pour qui cette expérience n'émerge pas dans la conscience, ce sont les indifférents. Car c'est précisément à partir de la *prise de conscience* de ce qu'il y a de tragique dans la situation de l'homme dans le cosmos que naissent les aventures philosophiques et par suite les grandes philosophies. Aussi, presque tous les grands philosophes ont réagi contre le danger, pour une philosophie, de se figer dans quelques moules préparés par des disciples qui cherchent à la condenser dans des schèmes reproductibles. Ce processus de vulgarisation déracine la philosophie de l'aventure philosophique qui en est la terre natale, de sorte qu'ainsi diffusée, elle ne tarde pas à se dessécher. Socrate et les premiers Grecs ne concevaient guère d'enseignement philosophique qui ne soit une aventure commune; Descartes, déçu de son cours de philosophie, se lance dans une aventure personnelle; Kierkegaard nargue les « professeurs » hégéliens; Maritain dénonce le mal qu'un « professeur » fait subir à une philosophie. Partout la scolastique est dénoncée, s'il faut entendre par ce terme le déracinement systématique d'une philosophie. Aristote et saint Thomas ont été sans doute les principales victimes de ce traitement mais tous les grands philosophes en ont souffert.

Que nul n'entre ici s'il cherche le repos

Pour le philosophe qui considère le cours du professeur à la lumière de sa propre aventure philosophique, il y a, sans doute, quelque chose de choquant dans cette tentative de réduire la philosophie aux cadres d'un programme scolaire. Il y a là un décalage fatal entre la philosophie, qui n'a de sens que vécue, et le programme que doit imposer une maison d'enseignement. Par exemple, il faudra peut-être, en vertu du programme, prou-

(1) Cet aspect, entre autres, est étudié par le P. Racette s.j. dans son très intéressant article sur la question (dont j'ai pu prendre connaissance après rédaction du présent article) publié dans *Collège et Famille*, Février 1963.

(2) C'est pour la commodité de l'exposé que je dissocie ici problème et solution ce qui n'a pas toujours un sens en philosophie.

ver l'existence de Dieu en une semaine, alors que l'expérience de la contingence, indispensable pour donner un sens à cette preuve, ne peut résulter que d'une aventure philosophique qu'il faut d'ailleurs toujours remettre en question pour la conserver vivante. Il serait bien difficile ici de remédier à ce mal et de faire coïncider l'itinéraire de chacun avec celui proposé par le programme, d'autant plus que tout se complique encore quand on veut, à tout prix, faire de la recherche philosophique la conquête d'un état de repos intellectuel qui serait acquis en même temps que le diplôme. La philosophie n'est pas source de repos mais d'inquiétude — il n'y a pas lieu de s'en plaindre — de sorte qu'on n'a aucune raison d'espérer qu'elle va, comme par enchantement se boucler harmonieusement sur elle-même au bout de deux ans. L'espoir cartésien de régler une fois pour toutes la question philosophique, avant de passer à l'étude des sciences pratiques, est probablement ce qu'il y a de moins philosophique chez Descartes. En philosophie, la problématique fait tellement corps avec la solution proposée qu'on peut dire, je crois, qu'une question philosophique reste ouverte par définition.

On pourrait être tenté d'exprimer cette difficulté en termes de confessionnalité. Sans doute, il existe un problème de la « philosophie chrétienne » et un problème de neutralité de l'enseignement auquel l'enseignement philosophique n'est pas complètement étranger. Ces questions demanderaient à elles seules de longs développements mais je crois qu'elles ne s'identifient pas avec celle qui nous intéresse ici. Car un enseignement philosophique, dispensé à des croyants par une institution confessionnelle, n'a pas, en principe, plus de raison qu'un autre d'être commandé par une quête de repos intellectuel. Au Québec, on a enfin compris, dans bien des milieux du moins, que le christianisme n'a rien à voir avec une pensée politique déterminée : ce n'est là qu'une étape dans la compréhension du fait que le christianisme n'a rien à voir avec la recherche d'un repos ici-bas. Le christianisme vécu — Pascal en fait foi — dans ce qu'il exige de prise de conscience de la condition tragique de l'homme, ne peut en un sens que favoriser l'investigation inquiète du philosophe.

L'alternative
Thomisme ou Athomisme !

Mais revenons à l'enseignement philosophique au Québec et pour cela, brossons très schématiquement un tableau de l'évolution de cet enseignement, tableau qui peut valoir, je crois, de façon assez générale. Au Québec, les collèges nés, dans bien des cas, de petits séminaires, dispensaient traditionnellement l'enseignement de la philosophie thomiste qui en plus de sa valeur proprement philosophique, apportait la préparation nécessaire aux études théologiques. D'ailleurs, il fut une époque dominée par les pensées systématiques de Descartes, de Kant ou de Hégel, où les philosophies étaient considérées comme des systèmes clos entre lesquels il fallait, en tout état de cause, choisir. Dès lors, le choix du thomisme comme système de base s'est avéré des plus raisonnables dans les petits séminaires québécois. Mais d'une part, les collèges ont pris conscience de leur nouvelle mission et, d'autre part, les milieux philosophiques modernes ont perdu quelques illusions au sujet des systèmes. On a compris que l'enseignement de la philosophie devait être beaucoup plus « ouvert ». Dans un effort authentique pour répondre à ce changement on a alors cherché à intégrer l'apport de la pensée moderne, grâce à une solution d'équilibre qui introduisait des cours d'histoire de la philosophie à côté des cours de philosophie doctrinale. Mais ceci a amené dans l'atmosphère philosophique collégiale une façon de voir où le thomisme plus ou moins modernisé, qui demeurait la base de l'enseignement doctrinal [lui-même de plus en plus ouvert à des éléments modernes] et l'histoire de la philosophie se sont opposés contradictoirement, de sorte que, dans bien des milieux étudiants en tout cas, tout ce qui n'était pas proprement histoire de la philosophie a été considéré comme du thomisme ! Il en est résulté qu'aux yeux de ceux qui sont partis en guerre contre le thomisme, tous les efforts faits par l'enseignement doctrinal pour se désystématiser, pour chercher à éveiller une problématique authentique, sont passés presqu'inaperçus derrière l'étiquette « thomisme ».

Et là où l'intégration s'est faite plus difficilement on comprend que ce thomisme tiraillé de toutes parts pour permettre à la pensée moderne de se tailler une place soit apparu comme les « vieilles outres » incapables de recevoir le « vin nouveau ». La pensée de Thomas d'Aquin, servilement utilisée pour circonscrire un programme de classe, s'est vu reprocher de ne pouvoir répondre par elle-même à tout, voire à des problèmes qui ne pouvaient pas avoir de sens à l'époque où elle est née.

Alors :
L'histoire de la philosophie ?

Devant ces difficultés, on pourrait croire qu'une solution s'impose, indiscutable : ne dispenser que des cours d'histoire de la philosophie. Effectivement, on ne saurait trop insister sur l'importance de comprendre l'évolution de la pensée philosophique si l'on veut assurer une compréhension des caractères essentiels du monde moderne. Toute pensée philosophique, comme moment d'une évolution, est conditionnée par le passé. Si l'on a tant de mal à pénétrer dans la problématique thomiste, c'est peut-être parce que celle-ci n'est pas abordée dans son contexte his-

torique. Du point de vue du professeur, il y a aussi quelque chose d'alléchant dans un enseignement historique parce que celui-ci tend à devenir Histoire au sens le plus strict du mot et par là peut employer les méthodes scientifiques de la critique historique (critique textuelle, recoupements, systèmes de références, etc...) et jouir ainsi des privilèges de l'enseignement scientifique. Il y a là d'incontestables avantages, mais il faut prendre garde à certains arguments que l'on met parfois de l'avant et qui me paraissent fort discutables. Ainsi, on dit parfois qu'un enseignement historique, au niveau collégial, favorise la liberté de l'étudiant en lui permettant de choisir entre les diverses pensées philosophiques qu'on lui propose. C'est là, à mon avis, se moquer des grands philosophes. Peut-être la liberté est-elle favorisée en ce sens négatif qu'un dogmatisme fâcheux ne vient plus la brimer, et encore ! mais dire que l'étudiant pourra positivement se faire l'arbitre des pensées philosophiques, c'est une vue qui, à mon sens, rejoint celle que l'on fait valoir dans de tout autres milieux quand on dit que, formés aux principes sûrs de « la vraie philosophie », l'étudiant peut aisément détecter « l'erreur » qui se cache dans les autres pensées philosophiques. Dans un cas comme dans l'autre, on sous-estime ce qui est exigé d'efforts intellectuels pour la compréhension sérieuse d'une oeuvre philosophique.

On touche ici un autre aspect de la difficulté : quand on se contente de souligner l'importance de l'histoire de la philosophie, tous devraient s'incliner; mais si cette étude est tellement importante, c'est qu'elle permet de pénétrer la conscience moderne conditionnée par l'évolution de la pensée philosophique. Or, cela ne serait-il pas exact à la seule condition que ces diverses pensées philosophiques soient elles-mêmes vraiment pénétrées ? Une étude de l'évolution de la pensée qui ne résulte pas d'un approfondissement des diverses pensées me paraît une abstraction assez vaine et plus propre à éblouir qu'à former. Or l'intelligence des grandes pensées philosophiques suppose un contact poussé avec l'auteur, une étude sérieuse de ses principales oeuvres car on l'oublie parfois, les remarques signalées plus haut valent encore ici : on ne peut espérer faire assimiler un philosophe en comprimé: résumer sa pensée c'est presque toujours la fausser[3] parce que c'est la déraciner de l'aventure philosophique qui l'a fait naître. Pour tirer quelque chose de la pensée de ce philosophe, il faut reparcourir d'une certaine façon les principales étapes qu'il a franchies au cours de sa pénible recherche. En termes plus simples, si on a tant de mal à faire pénétrer l'étudiant dans une problématique philosophique donnée, il n'est pas assuré que ce soit un jeu de le faire pénétrer successivement dans plusieurs problématiques, aussi différentes l'une de l'autre que les aventures intellectuelles d'où elles sont nées. Chacune, en effet, appartient à un siècle, à une civilisation; chacune s'exprime au moyen d'un bagage conceptuel précis, constitué dans un moment particulier de l'évolution humaine. Sans doute cette dernière difficulté est-elle tempérée par l'avantage qu'il y a à assister à la genèse historique des problématiques. Mais on ne peut s'empêcher de voir la pédagogie philosophique empêtrée dans un cercle vicieux. D'une part, il faut être sensibilisé aux problèmes philosophiques pour pénétrer les pensées philosophiques mais, d'autre part, c'est l'étude de celles-ci et de leur évolution qui nous permet de nous sensibiliser vraiment aux problèmes philosophiques de notre temps.

Efforts pour sortir d'un cercle

Pour sortir de ce cercle, on peut penser à deux solutions qui semblent satisfaire à la fois ces deux exigences : ou bien on tentera d'intégrer l'histoire de la philosophie à la recherche suscitée par les divers problèmes philosophiques; ou bien on se lancera hardiment dans le cours actuel de l'évolution de la pensée philosophique, en cherchant à approfondir la pensée d'un maître contemporain.

Dans le premier cas, on est en présence d'une formule qui permet de faire valoir une floraison de richesses philosophiques et de faire mieux entrevoir la continuité de la pensée, en invitant l'intelligence à suivre les grands courants d'idées qui sillonnent l'histoire de l'humanité (pensée sur Dieu, question du temps et de l'éternité, problème du mal, etc...). Mais à vrai dire, pédagogiquement, on n'a pas quitté le cercle, on l'a seulement rendu plus complexe. D'une part pour cerner, par exemple, le seul problème de l'intuition, il faut amener l'étudiant à pénétrer dans des problématiques aussi différentes que celles de Platon, de Thomas d'Aquin, de Descartes, de Spinoza, de Kant, de Bergson etc... et pour chacun d'entre eux, répétons-le, la réalité étudiée est bien différente parce que conditionnée par des itinéraires philosophiques qui doivent en partie leur grandeur à leur originalité. D'autre part, une difficulté surgit du fait que chaque pensée philosophique est ainsi forcément morcelée dans l'approche qu'on en fait : peut-on, par exemple, dissocier chez Kant l'étude de l'intuition, de l'étude de l'espace et du temps ? — Cette solution est peut-être la plus riche mais elle devrait reposer sur un acquis préalable fort important qui ne peut exister au niveau collégial.

(3) Bien entendu, un discours sur la pensée d'un philosophe, adressé à des auditeurs qui ont déjà une intelligence de cette pensée, peut être très fructueux, s'il permet d'en dégager de nouveaux aspects; de même, un cours qui cherche à guider les lectures et la recherche personnelles des étudiants peut être très utile; on ne cherche pas dans ces cas à « résumer » ce qui ne se résume pas. Aussi, si cela pouvait vraiment se réaliser au niveau collégial, ce problème ne se poserait pas, mais on peut cependant douter de la chose pour l'ensemble des cas.

Quant à la deuxième solution signalée, l'étude pure et simple d'une philosophie contemporaine, elle cache encore de nouvelles difficultés. Car il faudrait avoir fort peu le sens de l'histoire de la philosophie pour croire qu'une pensée philosophique naît spontanément à partir des problèmes de la conscience populaire; les grandes pensées philosophiques — j'avoue ne pas voir d'exceptions à cette règle — semblent ne pouvoir s'imposer qu'à condition de faire progresser la conscience philosophique et, pour cela, de se faire grosse des pensées antérieures, de s'insérer dans le continuum philosophique. C'est d'ailleurs ce qui fait, on l'a vu, l'importance de l'histoire de la philosophie dans la formation de l'étudiant. Illustrons ce point par un exemple très particulier : quand Merleau-Ponty évite ce qui exigerait un long développement philosophique par l'emploi de l'expression « idées au sens kantien », il se réfère à la *Dialectique transcendantale* de Kant, laquelle ne peut être comprise que dans son contexte et ne s'explicite d'ailleurs que par référence à une problématique issue de Hume et aux structures logiques de l'*Organon* d'Aristote. On pourrait multiplier indéfiniment les exemples de ce genre car la conscience philosophique, dans la tradition occidentale, s'est différenciée progressivement au long des siècles à partir de la pensée grecque où conscience philosophique et conscience populaire n'étaient pas très distinctes. Aussi, celui qui aborde la philosophie aujourd'hui est en ce sens beaucoup plus près de la problématique de Socrate ou d'Aristote que de celle qui cherche à se définir chez le plus actuel des philosophes du XXe siècle. Aussi, proposer comme idéal que l'étudiant puisse pénétrer dans le dialogue philosophique propre à la conscience du XXe siècle est une chose excellente. Mais l'inviter à se lancer, dès ses premières armes, dans l'étude des grands représentants de cette conscience philosophique c'est une toute autre affaire. A mon avis, on risquerait ainsi de le faire verser dans un certain snobisme, celui qui apparaît inévitablement chaque fois que la conscience populaire est fascinée par la conscience philosophique et cherche à la prendre d'assaut !

Pour une phénoménologie de l'éveil philosophique

Ce problème pédagogique, posé par toutes les formes d'enseignement philosophique est à tout prendre le corollaire d'un problème psychologique lié au développement de la conscience. Il s'agit, pour celui qui aborde la philosophie, de se sensibiliser à certains aspects des choses qui lui étaient auparavant indifférents. Je crois qu'on peut même parler d'un seuil à franchir pour s'introduire dans l'univers philosophique, pour s'éveiller aux problèmes du philosophe. Des phénomènes (mouvement, connaissance, durée etc...) sur lesquels glissent le regard profane, arrêtent l'oeil du philosophe et suffisent à l'inquiéter. (On pourrait parler, pour illustrer la chose, d'*umwelt* philosophique : tel animal perçoit seul, dans l'ambiance qui lui est propre (*umwelt*) un signal et demeure alarmé.) Le monde du philosophe lui devient propre. Mais contrairemnet à celui du savant, qui le devient progressivement, à la suite d'une marche méthodique, il doit être tel pour permettre la démarche philosophique elle-même : le plus difficile, en philosophie, c'est de commencer à philosopher. Aussi serait-il intéressant d'élaborer méthodiquement ce qui devrait s'appeler une phénoménologie de l'éveil philosophique et qui viserait à montrer comment, par des « modifications » de la conscience, l'esprit interrogateur de l'enfant est amené peu à peu à laisser enterrer sa perception émerveillée du monde sous des « stratifications » successives qui imposent à l'esprit les schèmes de la conscience populaire, et comment celui qui s'éveille à la philosophie déplace de nouveau son regard sur le monde et devient « attentif » à de nouveaux aspects, pour retrouver, non pas la pureté primitive, puisque la conscience avance par réflexion dans cette voie, mais pour se sensibiliser aux mystères d'un monde redécouvert dans sa nouveauté. Peut-être l'enseignement pourrait-il chercher alors à se rythmer sur l'éveil philosophique de l'étudiant, à se mettre en concordance de phase avec les oscillations parfois décelables dans la marche à tâtons par laquelle il cherche à « sortir de la caverne » pour accéder au grand jour. Mais ceci reste terriblement vague et hypothétique et l'on voit d'ailleurs, immédiatement, la difficulté d'adapter ce rythme à un groupe d'étudiants qui ne coïncident pas nécessairement dans leur développement.

Le scandale de la vérité

Un autre aspect psychologique de la difficulté réside dans la notion de vérité : cette notion, dans l'esprit de l'étudiant qui aborde la philosophie, a été taillée rigidement par la pratique des sciences qui, sans doute, ne prétendent pas établir des vérités adéquates et définitives mais prétendent jusqu'à un certain point démasquer définitivement l'erreur et avancer, comme disait Kant, « sur la voie sûre d'une science ». Aussi est-ce armé du couple rigide « erreur ou vérité » que l'étudiant, d'ailleurs psychologiquement à la recherche de quelque chose de définitif, de non-équivoque, aborde la philosophie. Il en résulte que, très souvent, quand une saine pédagogie ne les a pas amenés à repenser philosophiquement ces notions, des étudiants vont désigner en bloc une philosophie comme une erreur ou comme « la vérité », ce qui ne va pas sans provoquer comme un grincement de dents. D'autres, vite désillusionnés, vont se contenter de railler l'idée de vérité, et cela au nom même de la philosophie, comme si celle-ci pouvait signifier quelque chose sans se référer

à une certaine idée de vérité. Dans les deux cas, le mal est le même : on n'a pas accédé à la notion de vérité philosophique et, à vrai dire, on ne peut y accéder qu'à condition de pénétrer vraiment dans un univers philosophique. Cette notion est beaucoup plus souple que celle de vérité scientifique, non pas parce que la rigueur est sacrifiée ni les compromis bienvenus, mais parce que — entre autres raisons que mettent en lumière les diverses études sur les relations des sciences et de la philosophie — dans son idéal même le philosophe se refuse les centres de référence méthodologiques (recours opérationnel, système d'axiomes, etc . . .) qui permettent au savant de démasquer l'erreur. Sur un plan un peu différent, on peut faire état ici de la distinction marcellienne du mystère et du problème : contrairement au savant qui s'interroge sur un objet placé « devant lui », le philosophe s'interroge sur l'univers inchoatif dont il cherche les structures, univers au sein duquel il est situé. Comme il ne domine pas ce monde, le philosophe y est comme désorienté, tout son passé d'homme presse sur lui et contribue à diriger ses regards dans une direction donnée, de sorte que pour formuler sa problématique fondamentale et viser le monde, il peut se placer sous différents angles. Si l'on ajoute à cela le fait de l'évolution d'un bagage intellectuel toujours instable, parce que gros de l'expérience humaine du philosophe, on comprend que tant de philosophies ont pu voir le jour. Il suit de là qu'aucune d'entre elles ne peut prétendre être exhaustive mais que toutes peuvent contribuer à enrichir la pensée humaine. Les unes peuvent chercher à sacrifier moins d'aspects dans leur visée du monde — et c'est là je crois, le grand mérite du thomisme, en tout cas du thomisme tel que compris par ses grands exégètes du XXe siècle — les autres, par contre peuvent seules faire pénétrer concrètement dans la conscience d'autres aspects plus difficilement accessibles du réel, et contribuent par là au progrès de la conscience philosophique.

Un problème en quête de solution

La philosophie est donc une connaissance complexe, qui doit être abordée par tous les côtés à la fois : c'est ce qui fait sa misère et sa grandeur. Lié intimement à ce qu'il y a de plus profond dans l'homme, elle ne peut, sans se détruire, se détacher de l'expérience qui l'a fait naître pour être mise sur le marché du savoir. Ce difficile problème de la pédagogie philosophique n'est donc pas de ceux qui se règlent sur le papier, par un amendement à je ne sais quelle loi. S'il trouve une solution, elle est, je crois, aussi informulable que le coup de génie du professeur qui parvient à créer dans sa classe un authentique climat philosophique. Je n'ose soutenir que cela est réalisable. Mais puisqu'en tout état de cause, il faut renoncer à l'espoir d'apporter au collégial une vision totale de la pensée philosophique, il n'y a rien de contradictoire à ce que, dans certains cas, un professeur que l'on puisse dire « d'inspiration thomiste » fasse mieux en ce sens qu'un autre d'inspiration plus exclusivement moderne (peut-être à la condition, d'être plus philosophe et moins professeur: qui sait si ce n'est pas la meilleure façon d'être bon pédagogue ?) Mais il reste vrai que sept siècles de scolastique pèsent lourd sur les efforts de rajeunissement de cette pensée et risquent toujours de les dévier dans l'un ou l'autre des plis qu'on lui a donnés au cours de cette longue histoire. D'autre part, au Québec, la pensée thomiste doit affronter le terrible handicap de son caractère officiel qui suffit à soulever chez l'étudiant la méfiance naturelle envers ce qui se donne sans être demandé, le mépris envers ce qui semble ne pouvoir se défendre par soi-même et l'irritation envers ce qui jouit d'un caractère privilégié.

Il faut donc conclure ces réflexions en disant que ce problème n'a pas de solution vraiment précise ou en tout cas communicable[4]. Mais ce serait une erreur de voir là une conclusion pessimiste, car on aura acquis beaucoup, je crois, dans le monde philosophique du Québec, quand on aura une conscience nette de ces difficultés et que, rassemblés autour du problème, nous engagerons le dialogue. Ce dialogue, on ne semble plus y croire, parce que, pour les uns, il évoque l'incompréhension sourde des « vieux bonzes » de la philosophie et, pour les autres, l'irréflexion choquante de « jeunes qui veulent tout révolutionner » par suite de leur premier contact avec la philosophie. En effet, il est si difficile d'être anti-dogmatique sans l'être dogmatiquement que très souvent les tentatives de dialogues aboutissent à un dialogue de sourds entre des personnes bien assises sur leur expérience et d'autres bien assises sur leur inexpérience !

N'ayant moi-même aucune expérience encore de l'enseignement philosophique, j'ai voulu présenter ici le témoignage d'un étudiant qui a l'avantage d'être plus près des problèmes de celui qui s'éveille à la philosophie. Aussi sur ces questoins pédagogiques, à peu près rien de ce que je propose ne me parait incontestable — ce qui tend d'ailleurs à confirmer ma thèse principale, à savoir que les choses sont plus complexes qu'elles ne semblent l'être — et c'est pourquoi je ne me veux nullement l'un de ces phares qui s'allument si souvent de nos jours pour projeter leur lumière sur « trois siècles d'obscurantisme ».

★

(4) Bien entendu, le malaise décrit au début comporte bien des éléments propres au Québec et peut-être le problème est-il beaucoup moins aigu en d'autres contextes, ce que seul un travail sociologique pourrait préciser; mais il serait puéril, je crois, de se contenter d'incriminer notre histoire et de se fermer les yeux sur la difficulté inhérente à la question elle-même.

L'ESSAI RATÉ

Patrick STRARAM

Il y a presque deux ans, pour une partie d'un livre maintenant bientôt fini et qui se termine à peu près aujourd'hui, je commençais en spécifiant dans sa simplicité radicale : « Depuis septembre 1960 je travaille au *Centre d'art de l'Elysée.* »

Hier matin, après avoir revu l'admirable NOTTE d'Antonioni, ayant à remercier puisqu'on m'avait invité à cette projection pour journalistes, j'avais mal... Comment n'aurais-je pas évoqué tant de projections offertes à tant d'amis (dois-je rappeler qu'ainsi furent organisées les projections, par exemple, de films comme SUNRISE, L'ATALANTE, LE CIEL EST A VOUS, L'OPERA MOUFFE, etc...?) Comment n'aurais-je pas ressenti l'absurde atroce de ma condition de spectateur en cette salle Alair Resnais, ainsi nommée à l'issue d'une longue correspondance que j'entretenais avec l'homme auquel on doit HIROSHIMA, MON AMOUR et L'ANNEE DERNIERE A MARIENBAD, correspondance qui allait aboutir à la venue à Montréal d'Alain Resnais pour la première de ce dernier film, obtenu spécialement pour l'Elysée grâce à la compréhension de directeurs de Radio-Canada (quoi qu'en ait dit avec son arrogance d'intellectuel néo-fasciste certain journaliste décadent dont la prétention vaut, en matière de cinéma, l'incompétence) ? Comment n'aurais-je pas amèrement réfléchi à la situation actuelle alors que pendant deux ans et demi je me suis entièrement consacré à un travail que je pensais indispensable : fournir à la population montréalaise un cinéma qui lui propose les films les plus lucides, les mieux faits, les plus généreux humainement et les plus importants cinématographiquement de notre temps, un cinéma dans lequel le cinéma soit considéré et comme un langage de l'homme d'aujourd'hui et comme la matière propice à la définition d'un humanisme sain et libre, non pas comme une matière pouvant rapporter tant à qui l'exploite ?

Depuis le 11 février 1963 je ne travaille plus à l'*Elysée — cinéma d'essai.* Comme je l'écris au moment d'amorcer la fin de ce livre, dans lequel je cherche à expliciter le pourquoi et le comment de son existence à Montréal, par rapport aux situations et aux faits que je tente de cerner dans leur réalité la plus rigoureusement observée. (Et comment ne pas amèrement constater que la définition que j'ai proposée, *Elysée — cinéma d'essai,* la conservent ceux qui nous évincent, qui vont exploiter demain ces deux films d'Antonioni, IL GRIDO et LA NOTTE, que nous réclamions depuis deux ans, le docteur Jean-Paul Ostiguy et moi-même, qui avons révélé les premiers à Montréal Antonioni en présentant I VINTI ?).

Le docteur Jean-Paul Ostiguy avait juré qu'il ouvrirait les portes d'un cinéma mis au service d'un public considéré comme adulte et avide d'une qualité. Il tînt parole. Un Elysée première formule fit faillite, s'étant consacré à un cinéma d'expression française seulement — y compris certains excellents films étrangers... doublés, et sans réellement de politique précise. Puis ce fut le *Centre d'art de l'Elysée.* Il y eût les soirées inoubliables du « Chat Noir », première boîte à chansons du genre ici. Après la disparition du « Chat Noir », certaines erreurs d'organisation en rendant l'exploitation non rentable, ce fût l'ouverture d'une deuxième salle : la salle Eisenstein. Parallèlement, nous tentions de mettre au service de tous les aspects d'une culture cinématographique indispensable à la bonne compréhension du phénomène et forcément inexistants dans le cadre d'une stricte exploitation commerciale : ainsi furent pensés un ciné-club, des journées d'étude, une revue, des fiches filmographiques, une publicité radicalement différente (basée sur l'information au lieu de la propagande), un stand où soit mis en vente le plus grand nombre possible de livres et de revues explicitant le cinéma. Nul doute qu'il y eut des lacunes, bien des imperfections du point de vue technique, de rares concessions lorsque les distributeurs nous imposaient un film médiocre pour nous en laisser avoir trois ou quatre bons, parfois un regrettable relâchement alors qu'il fallait avant tout, dans une telle aventure, créer une atmosphère et des repères qui satisfassent entièrement une clientèle ainsi spécialisée, spécifique... Moi le premier, j'ai souvent critiqué certaines initiatives malheureuses (bien avant ce que pût « exposer » avec son arrogance d'intellectuel néo-fasciste certain journaliste décadent dont la prétention vaut, en matière de cinéma, l'incompétence); moi le premier, je fus parfois très en deça des obligations qu'impliquait une telle aventure. Cela aurait-il suffi pour que cessât l'existence de ce seul cinéma d'essai à Montréal, peut-être invoquerais-je l'extrême solitude dans laquelle

nous avons lutté, l'épuisement d'un tel combat dans un milieu pourri par définition, le peu de soutien d'un public demeuré plus sensible au snobisme qu'à une politique intransigeante en faveur d'une véritable éducation populaire, peut-être regretterais-je que tant de financiers s'intéressant à l'« art » et tant de personnalités de l'intelligentzia montréalaise en ayant les moyens ne nous aient pas aidés, peut-être même reparlerais-je de certaines conséquences inévitables, dans une telle lutte dans de telles conditions, nous diminuant à des moments critiques, Jean-Paul Ostiguy et moi . . . Mais rien ne rendait nécessaire la cessation de la politique selon laquelle fonctionnait l'*Elysée — cinéma d'essai.* Rien, sinon le manque d'argent dans une métropole où l'art vaut ce que vaut le capital de l'entreprise qui l'assure. Rien sinon qu'hélas peu importe qu'un cinéma d'essai existe ou non, comme le prouve l'admirable silence de tous nos « amis » apprenant que c'était fini, et qui ne manqueront pas de se lamenter lorsque la situation sera redevenue ce qu'elle était jusqu'à 1960 — comme déjà il était bien de critiquer l'an dernier le Festival International du Film de Montréal. Rien sinon l'assez tendancieuse campagne, pour des motifs qui le regardent, qu'amorça avec son arrogance d'intellectuel néo-fasciste certain journaliste décadent dont la prétention vaut, en matière de cinéma l'incompétence. C'est pourquoi, loin de vouloir expliquer la cessation de l'*Elysée — cinéma d'essai,* je la dénonce comme une main-mise de plus du fonctionnarisme, avec son capital, sur l'oeuvre de militants conçue pour tous et non pour des profits. Et c'est pourquoi je considère absolument nécessaire d'affirmer que, seul, Jean-Paul Ostiguy eut le cran exceptionnel d'entreprendre une telle aventure, lui seul, qu'avec un minimum de lucidité et de solidarité, si de telles valeurs veulent dire quelque chose dans le monde artistique, ici, il aurait réussit, et que nous ne nous retrouverions pas une fois de plus d'une ou plusieurs décades en retard sur toutes les grandes villes du monde. Quelles qu'aient été les déficiences évoquées plus haut, je maintiens que nous nous en sommes toujours tenus à ce principe de base, que seuls nous voulions imposer : faire correspondre l'offre à la demande, au lieu d'imposer l'offre à la demande, le schéma selon lequel, ici, existe le plus souvent tout processus artistique, surtout en ce qui concerne le cinéma, demeuré plus que jamais un « loisir organisé ».

Plusieurs loyers étant dûs, les propriétaires de l'édifice abritant les salles Eisenstein et Alain Resnais déléguèrent monsieur Georges Parent, à titre d'administrateur, qui avait le contrôle absolu de tout l'argent. Ce contrôle lui permit d'établir les contacts nécessaires avec les distributeurs pour diriger l'*Elysée — cinéma d'essai,* et y imposer la politique de son choix, sans tenir compte de Jean-Paul Ostiguy. Des investissements dans le cadre d'une coopérative, des octrois qui auraient été légitimes puisqu'assurant l'existence d'un centre d'éducation du cinéma, auraient pu nous sauver. Il faut croire que personne « n'y croyait ». A chacun de croire ce qu'il veut de l'avenir de l'Elysée, qui ne saurait en aucun cas demeurer l'*Elysée — cinéma d'essai,* celui auquel nous avons travaillé, Ostiguy et moi, accomplissant plus, ce faisant, pour le cinéma à Montréal que tels petits élucubrateurs démagogiques, fiers de leur minuscule et inopérante chapelle, plus pour le véritable cinéma à Montréal que tout ce qu'ose prétendre faire, avec son arrogance d'intellectuel néo-fasciste, certain journaliste décadent dont la prétention vaut, en matière de cinéma, l'incompétence.

Le silence est généralement la règle. Nous avons combattu deux ans et demi pour proposer une matière précise à un public que nous entendions respecter. Il est indispensable que nous prévenions ce public, le respectant jusqu'au bout, qu'il n'y a plus d'*Elysée — cinéma d'essai* en tant que tel.

Je suis assez terriblement démoli et fatigué. Je fais les antichambres une fois de plus, pour essayer de vendre un texte ou de participer à une émission. N'existe plus le cinéma avec lequel les premiers nous révélâmes à Montréal, Antonioni, Bergman, Kast, Ray, et Chabrol et Rivette et Varda, et Mizoguchi et Ophüls, un cinéma grâce auquel la distribution des films à Montréal avait été considérablement modifiée . . . Tout cela pour rien, pour en revenir aux antichambres et risquer même de ne plus voir bientôt tous les films que nous parvenions à montrer (pour exploiter les fondations d'autres encore, faut-il une certaine compétence) ? . . .

Y aurait-il d'autres projets auxquels déjà nous travaillerions, comme il ne saurait être question pour moi d'envisager un travail sans une morale, qu'on sache que je base ma morale sur une critique de Jean-Luc Godard (l'auteur de films le plus important d'aujourd'hui avec Antonioni et Resnais), une critique dont je ne peux qu'approuver chaque terme, je viens de l'expérimenter : « Un producteur travaille bien plus qu'un distributeur, et un distributeur bien plus qu'un exploitant. Distributeurs et exploitants sont des fonctionnaires et c'est ça qui est terrible. Les producteurs, indépendants et libres, sont à ranger du côté des artistes. L'idéal des fonctionnaires est celui-ci : que tous les jours, à la même heure, un même film fasse entrer un même nombre de spectateurs. Ils ne comprennent rien au cinéma, car le cinéma représente le contraire des fonctionnaires ». Je ne pense pas qu'on tienne Ostiguy ou moi pour des fonctionnaires. C'est peut-être pour cela que nous conservons ailleurs des camarades qui approuvaient l'*Elysée — cinéma d'essai,* des producteurs et des cinéastes. Les fonctionnaires ont repris l'Elysée. Le cinéma . . .

★

UN DAUPHIN BLANC À LA BOULANGERIE

par *Yerri* **KEMPF**

Au moment où le TNM répète « Irma la Douce », où le Rideau Vert s'apprête à présenter « Patate », où le Théâtre-Club s'attaque à Shakespeare, c'est-à-dire où les trois troupes couvertes d'honneurs et de subventions mettent leur prestige et leur expérience au service de textes éprouvés, la vaillante équipe d'amateurs qui s'appelle modestement « les Apprentis-Sorciers », vient d'accoucher d'un auteur dramatique, et d'un amateur dramatique qui se révèle en même temps grand poète : Pierre Perrault.

En effet « Au coeur de la rose », sa première pièce m'a littéralement émerveillé : à mesure que les mots s'envolaient de la scène de la Boulangerie, je voyais naître un monde d'une force poétique toute neuve, jaillissant de la glaise de Neuve-France, poussant aux côtés des personnages de Claudel, de Synge, de Lorca, de Shéhadé, une famille d'ici, chantant la vie âpre des aïeux, captant le message du vent du large, traversant le coeur d'une fille avec la violence d'un de ces cyclones que l'Océan dépêche de temps à autres vers les terres du Nouveau Monde . . . Oui, tout ça est arrivé à la Boulangerie le 9 février 1963, entre neuf heures et minuit. Un grand poète nous est né et la joie régnait au coeur des Apprentis-Sorciers et au coeur du public. Leur longue patience était récompensée : c'est dans leur Boulangerie que le premier grand dramaturge canadien aura poussé son premier cri.

Pierre Perrault est la barde du fleuve Saint-Laurent. Il a trouvé dans l'Isle-aux-Coudres le chemin qui mène ailleurs et qui est hanté des filles aux « coeurs de framboisier », celles qui disent :

« Entre mes seins un poisson d'argent poursuit la lune, entre mes cuisses mille étoiles ont fait leur nid, dans ma tête un aigle se bat avec un serpent . . . »

C'est aussi un moment bien agréable pour le critique de pouvoir annoncer l'arrivée d'un dauphin blanc dans nos eaux. Et ça console d'autres spectacles dont l'affligeante médiocrité donne plutôt envie de déposer la plume. Je pense en particulier à ce « Gog et Magog », présenté au même moment à l'Anjou. Vraiment le boulevard mal joué — je fais exception pour Marc Favreau qui réussit une très jolie silhouette d'ahuri —, ce n'est pas possible. Encore une fois grand merci à Jean-Guy Sabourin et ses camarades.

Achard, Deval et Cie : ficelles en tout genre

Les Montréalais qui ont applaudi « Patate » lors de sa présentation au Saint-Denis par une troupe parisienne pourront comparer le souvenir que leur a laissé ce spectacle avec l'effet que produit la même pièce, reprise au Rideau Vert. Jean Duceppe reprenait la lourde succession de Pierre Dux et, ma foi, il s'en tire plus que bien : il insuffle au triste pantin de Marcel Achard une réelle humanité et cette création apportera certainement de grandes satisfactions à la fois à l'interprète et à ses nombreux admirateurs. Comme les autres comédiens sont nettement supérieurs à leurs camarades venus de Paris avec Dux, on l'aura compris : le Stella tient de nouveau un solide et mérité succès. Parmi les interprètes, je dois signaler tout particulièrement la performance de Margot Campbell qui, dans le personnage de la jeune fille modèle « nouvelle vague », fait preuve d'une autorité, d'une chaleur et d'un esprit que j'espérais bien qu'elle trouverait un jour l'occasion d'imposer. Voilà qui est fait.

Quand la pièce — que je vois pour la troisième fois — j'ai surtout admiré le métier avec lequel Achard tire ses ficelles. Pagnol en recevant son ami à l'Académie Française a déclaré qu'à ses yeux Patate est peut-être un chef d'oeuvre. Il parlait en ami. Et quand on sait qu'en plus, l'auteur de Marius est du Midi . . .

Autre vieux routier du Boulevard, Jacques Deval lui aussi brode à la ficelle, non sans dextérité. Son « Rayon des jouets » présenté au théâtre de l'Anse, nous offre une sorte de Gigi, mâtinée de Lolita, qui réussit à faire entendre au public de vrais battements de coeur, et ceci au milieu d'une aventure abracadabrante, qui met en scène toute une bande de fantoches. Il y a de l'humour à discrétion, de la garce synthétique, du Roméo. Tout le monde s'amuse ferme et sur la scène et dans la salle. Jean Faucher a très bien stylé le petit manège et tous les interprètes méritent de vifs éloges, surtout Geneviève Bujold, la Gigi-Lolita en question. Elle transforme son personnage de poupée aguicheuse en héroïne du répertoire. Décidément les possibilités de cette toute jeune comédienne sont exceptionnelles.

Il est né le petit Nestor : le malheureux hydrocéphale !

En traversant l'Océan, la naïve fleur bleue, cueillie par Alexandre Breffort sur le trottoir de Montmartre, s'est transformée en grosse fleur artificielle et il y entre Irma la Douce créée au petit théâtre Gramont et le spectacle présenté par Jean Gascon et ses camarades à l'Orphéum la même différence qui existe entre la modeste. Quatre chevaux Renault et une opulente Cadillac. Les airs fredonnés sur les bords de la Seine sont clamés sur ceux du Saint-Laurent, si bien que le coeur de Paris au lieu de soupirer mugit... C'est donc l'esprit de la pièce qui se trouve modifiée, j'allais dire dénaturé. Pour citer un seul exemple : à Paris, les trois bagnards, surgissant au chevet du petit Nestor pour y déposer leurs offrandes, parodiaient Melchior, Gaspar et Balthazar en catimini : c'était un clin d'oeil au public. A l'Orphéum, ils arrivent costumés en Rois-Mages et ce qui était spirituel à Paris devient gag — excellent d'ailleurs — à Montréal. Si on accepte le changement d'optique opéré par la mise en scène de Jean Gascon, on pourra se divertir, grâce à de nombreuses trouvailles cocasses.

Quant à moi, tout en admirant les magnifiques décors de Robert Prévost et les amusants costumes de Richard Lorain, je me souvenais de ce metteur en scène de cinéma qui, ayant déniché un clochard particulièrement hirsrute, couvert de guenilles, le convoqua à son studio le lendemain. Et le lendemain, un bonhomme rasé de près et habillé convenablement se présenta... Vous imaginez la tête du metteur en scène ! Comme chante Irma : « Ça fait tort à l'extase... »

Shakespeare habillé par Richard Lorain

C'est un enchantement : chaque costume dessiné par Richard Lorain pour habiller les nombreux personnages du « Marchand de Venise » est une merveille de couleurs et de lignes. Malheureusement les décors de Jean-Claude Rinfret ne méritent pas les mêmes éloges. Lourds, encombrants, sans poésie, ils sont en partie responsables de la longueur des silences et du rythme boiteux de la mise en scène. On l'aura compris : le spectacle du dixième anniversaire du Théâtre-Club inspire des sentiments contradictoires.

Si Norbert crée un grand et noble Shylock, Monique Lepage par contre est une erreur de calendrier, aussi est-ce sa suivante Lise Lasalle qui enlève tous les suffrages. Du côté des hommes, il y a un autre second rôle qui s'élève de cent coudées au-dessus de toute la distribution. Jean Besré. Il brûle les planches, c'est ce vieux cliché qui exprime encore le mieux l'étourdissante performance de ce comédien qui m'a rappelé un lointain souvenir, celui d'un autre valet, interprété à l'époque par Daniel Sorano, dont ce furent les débuts à Paris où il était venu avec le Grenier de Toulouse (La mégère apprivoisée). J'avais cru ce soir-là que je reverrai jamais plus une aussi brillante incarnation de l'esprit shakespearien. Eh bien, grâce à Jean Besré, je l'aurai donc vu une seconde fois . Ainsi, toujours le phénix cher à Shakespeare, renaîtra de ses cendres.

Il faut espérer que malgré les faiblesse qui me sont apparues au cours de la Première, le succès récompensera l'effort du Théâtre-Club et que le public se rendra nombreux à la Comédie Canadienne pour y applaudir également non sans raison Albert Millaire, Pierre Boucher et quelques autres.

Enfin un Père Fouettard : Raymond Lévesque

Raymond Lévesque a enfin trouvé un cadre où il pourra exercer son grand talent de chansonnier. Il vient de planter son micro dans un endroit qui se prête très bien à ce genre de spectacle : le Club des Arts. L'atmosphère des lieux est intime et une cordialité de bon aloi règne dans le public. J'ai énormément apprécié ses chansons satiriques qui suivent l'actualité de près et qui exercent de ce fait une fonction de salubrité publique. Il est en effet sain et profitable de se moquer de soi et ce ne sont pas les sujets de moquerie qui manquent dans notre « Belle province ». Ce qui manquait, c'était quelqu'un pour faire claquer le fouet vengeur dans un lieu public. Ce fouet claquera désormais, et de belle manière, aussi j'adresse tous mes voeux à Raymond Lévesque et souhaite un long succès à son entreprise. Dans les mois à venir, la moisson s'annonce particulièrement riche. Caouette père et fils veillent au grain et bientôt le Covent Gargen apportera des loisirs mélodieux à nos artisans du spectacle, si surmenés, comme chacun sait... du côté de la Place des Arts.

Au berceau de l'Avant-garde

Il faut féliciter le Centre d'Essai de nous avoir permis de faire connaissance avec les « Mamelles de Tirésias », d'autant plus que le spectacle monté par son soin a donné l'occasion à Jean Richard de déployer beaucoup d'invention dans sa mise en scène. Cette même invention se retrouve égalemen dans décors et costumes d'André Leblanc, alias Toulouse, nouveau venu qui dès sa première manifestations s'impose par une réelle originalité. Grâce donc à ces deux jeunes gens, la pochade d'Appolinaire a retrouvé toute sa verdeur, une verdeur prometteuse puisqu'elle contenait en germe ce qui allait devenir l'école surréaliste. Parmi les interprètes, Ronald France et surtout Mireille Lachance s'en donnent à coeur joie, et avec un talent évident. A noter les quelques notes fraîches que Maurice Blackburn a glissé entre les mamelles.. .

Une autre manifestation d'avant-garde a eu ileu à la Galerie Claude Haeffely. Il s'agissait de conjuguer les effets de la poésie (Michel van Schendel) avec ceux de la musique (Pierre Mercure) de la danse (Françoise Riopelle) et de la peinture (Pierre Moretti). Pareille entreprise a besoin du secours de la grâce, encore faut-il que les défaillances techniques et les conditions matérielles ne rendent pas au départ toute grâce impossible, sinon l'esprit d'avant-garde retourne au berceau au lieu d'en jaililr...

★

Le Syndicat Coopératif d'édition Cité Libre

Pour marquer son dixième anniversaire, en janvier 1960, *Cité Libre* s'est réorganisée. Non contente de faire peau neuve dans sa présentation, la revue a adopté un nouveau rythme de parution. Elle est devenue mensuelle. Au plan administratif, elle constitue une coopérative d'édition en bonne en due forme.

Les membres, actionnaires de la coopérative, sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue. Tous les abonnés sont reconnus comme membres auxiliaires de la coopérative et invités à l'assemblée générale annuelle.

Le conseil d'administration, élu lors de l'assemblée générale du 5 décembre 1962, est formé des personnes suivantes:

---

99 PIERRE TANGUAY
6612 VIAU
MONTREAL 36 PQ CAN

AU MAÎTRE DE POSTE, S.V.P.,

si non réclamée, retourner après cinq jours à:
CITÉ LIBRE, 5090 Papineau, Montréal 34.

PORT PAYÉ À MONTRÉAL

"Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication."